

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2926 - LUNDI 29 MAI 2017

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Cacophonie sur la participation de l'opposition

Contrairement à leurs anciens alliés de l'Union des démocrates humanistes – Yuki de Guy-Brice Parfait Kolelas et de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale de Pascal Tsaty Mabiala, l'Initiative pour la démocratie au Congo, le Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique et la Composante Jean-Marie Michel Mokoko (IDC – Frocad – CJ3M) ont décidé de ne pas participer aux élections législatives et locales du 16 juillet prochain.

« Pas d'élections au Congo sans arrêt de la guerre dans le Pool, sans libération des prisonniers politiques », ont martelé ces formations de l'opposition dans une déclaration rendue publique le 27 mai par leur porte-parole, Charles Zacharie Bowao.

Dans la même foulée, des membres de la direction de l'Union pour la démocratie et la République (Udr-Mwinda) conduits par son secrétaire général, Paul Dihoulou, ont publié une déclaration à travers laquelle ils réfutent la politique de la chaise vide lors de ces élections.



Page 2

Paul Dihoulou (DR)



Charles Zacharie Bowao (Adiac)

DÉPARTEMENT DU POOL

Des véhicules de transport en commun incendiés par les ninjas

Deux militaires abattus de sang-froid, des passagers dépouillés de tous leurs biens et des autobus à bord desquels ils étaient embarqués incendiés. Le bilan de l'attaque perpétrée par les ninjas-nsiloulous, le 26 mai, en début de matinée sur la Route nationale numéro 1 près du district de Mayama, est particulièrement lourd.

De source proche des familles des victimes, les trois autobus assurant la liaison entre Brazzaville et Pointe-Noire ont été approchés par un groupe de miliciens proches de Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntoumi, qui opèrent dans le Pool.

Page 6

ÉDITORIAL

Afflux

Page 2

REVENDEICATIONS SOCIALES

Les opérateurs économiques inquiets sur le dialogue social



Le collectif des opérateurs économiques du Congo (Adiac)

Le bureau exécutif des opérateurs économiques membres de l'alliance Unoc-Copeco a exprimé vendredi sa double indignation sur ce qu'il qualifie

d'harcèlement de la part de la direction générale de la Caisse nationale de sécurité sociale (Cnss) et la violation du mémorandum portant apurement de

la dette commerciale sociale. Lors d'un point de presse tenu à Brazzaville, l'alliance qui informait l'opinion nationale et internationale sur ces faits s'est dit prête à déclinier toutes responsabilités sur les conséquences qui pourront en survenir. « Si le gouvernement ne trouve pas très rapidement la solution aux revendications des syndicats patronaux, la pression de notre base fera qu'il nous soit de plus en plus difficile de maintenir le dialogue mis en exergue pour préserver la paix et la quiétude sociale », rapporte l'alliance.

Page 3

ÉLIMINATOIRES CAN 2019

Les Diables rouges en France pour préparer la confrontation contre la RDC

A quelques jours de la rencontre contre les Léopards de la Rd Congo,



Nsendo Kololo et Juhvel Tsoumou, deux nouveaux visages du groupe congolais/ (crédits photo Adiac/Camille Delourme)

le 10 juin, comptant pour la première journée des éliminatoires de la CAN Cameroun 2019, les Diables rouges se trouvent à Lisses, en Essonne (France), pour un stage de neuf jours.

Durant cette mise au vert à laquelle plusieurs internationaux sont convoqués, le sélectionneur, Sébastien Migné, compte travailler sur le nivellement des formes physiques et sur la création d'un esprit de groupe. L'objectif affiché est d'aller chercher un résultat à Kinshasa.

Page 11

MÉDIAS

Décès du journaliste franco-sénégalais Jean-Karim Fall

Le journaliste franco-sénégalais de France 24, Jean-Karim Fall, grand spécialiste de l'Afrique, est brutalement décédé vendredi à l'âge de 59 ans, alors qu'il couvrait le sommet du G7 en Sicile, a-t-on appris auprès du groupe France Médias Monde. Page 7



ÉDITORIAL

Afflux

À ceux qui prétendent que le Congo n'est pas une véritable démocratie et qui se répandent sur les réseaux sociaux en affirmant que les élections à venir ne seront pas crédibles l'afflux des candidatures, dans la majorité comme dans l'opposition, apporte un démenti cinglant. Jamais, en effet, autant de femmes et d'hommes n'ont brigué chez nous un poste électif dans l'une ou l'autre des institutions représentatives de la République. Et jamais les formations politiques n'ont eu à opérer des choix aussi délicats entre celles ou ceux qui les représenteront demain.

S'il en va ainsi c'est bien parce que, d'une part, la société civile a pleinement conscience aujourd'hui, de l'importance que revêtira pour elle le choix des députés et des élus locaux, mais aussi parce que les enjeux du double scrutin dont le premier tour est fixé au 16 juillet prochain sont à tous égards considérables. Doté des institutions représentatives que prévoit la Constitution de la Nouvelle République, le Congo va pouvoir concrétiser le programme dit de « rupture » sur lequel le chef de l'Etat s'est fait élire il y a un an. Une perspective qui ne laisse personne indifférent dans un moment comme celui que nous vivons où se prépare, ou s'opère même un changement de génération.

Sans préjuger de ce qu'il sortira du brassage en cours au sein de la classe politique congolaise, l'on peut d'ores et déjà s'attendre à ce que la campagne électorale qui débute soit l'une des plus vivantes, des plus animées, des plus musclées aussi de toutes celles qui ont marqué la marche en avant du Congo depuis la Conférence nationale de 1991. L'agitation qui règne dans les formations politiques, mais aussi dans les associations de la société civile à l'approche du double scrutin prouve que cette échéance ne laisse personne indifférent. Elle témoigne d'une montée des ambitions individuelles et collectives qui promet une campagne fort animée sur toute l'étendue du territoire national. Et c'est très bien ainsi.

Conclusion, provisoire bien sûr, de ce qui précède : l'organisation matérielle du double scrutin devra être particulièrement soignée et ne laisser place à aucune défaillance afin que, le jour venu, chaque électrice et chaque électeur puisse se prononcer librement. L'afflux de candidats auquel nous assistons interdit par avance toute erreur qui provoquerait inévitablement une agitation politique malsaine au sortir de cette échéance.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

L'Udr-Mwinda récuse la politique de la « chaise vide »

Dans une mise au point publiée le 25 mai à Brazzaville et signée du secrétaire général, Paul Dihoulou, les membres de l'Union pour la démocratie et la République (Udr-Mwinda) ont récuse la proposition annoncée, dans Les Dépêches de Brazzaville du 24 mai, par le président de cette formation politique, Guy Romain Kinfoussia qui subordonnait la participation aux prochains scrutins à trois préalables.

Cette déclaration, précise la mise au point, faite dans l'intention avérée de jeter le trouble au sein du parti, de son conseil national et dans l'opinion est en totale contradiction des conclusions de la 5^e session extraordinaire du conseil national sur la question électorale.

En outre, la mise au point in-

dique que dans le communiqué final sanctionnant les travaux de ladite session, il est consigné que : « Le conseil national s'est penché sur la participation du parti aux élections organisées dans le pays. À ce sujet, s'appuyant sur le manifeste du parti qui rappelle que l'Udr-Mwinda a été créée pour concourir et conquérir le pouvoir seul ou avec les autres formations politiques, le conseil national a décidé de la participation aux futures batailles électorales ».

Ainsi, poursuit la mise au point, les membres du conseil national qui ont été appelés à se prononcer, par voie de vote, sur la question électorale, ont-ils, à une écrasante majorité, récuse la politique de la « chaise vide » dans laquelle le parti a été embarqué ces dernières années. Les auteurs de la mise au point ont précisé

qu'en aucun moment, le parti n'a invoqué de conditions préalables à sa participation aux futures échéances électorales.

Par ailleurs, ils ont noté qu'à travers la présente mise au point, qui tient lieu de démenti solennel, l'Udr-Mwinda rappelle que c'est à cause des déclarations, des pratiques et des positions non concertées que certains de ses dirigeants ont voulu conduire le parti à sa dissolution, du fait, rappelons-le, du projet de fusion soutenu par ces derniers pour la création d'un parti unifié du Pool. Les auteurs de la mise au point ont rappelé que le conseil national n'est pas la base du parti ; il est plutôt l'instance supérieure de direction de celui-ci dans l'intervalle des assises du congrès national. De ce fait, ses décisions s'imposent à tous les membres.

Roger Ngombé

L'IDC-Frocad annonce le boycott du scrutin

La Fédération de l'opposition congolaise constituée de l'IDC-Frocad et de la composante CJ3M, s'est prononcée le 27 mai à Brazzaville pour sa non-participation aux prochaines élections législatives et locales du 16 juillet.

Dans une déclaration, lue par son porte-parole, Charles Zacharie Bowao, cette plateforme indique : « Le conseil fédéral dénonce la convocation des élections législatives et locales comme acte gouvernemental d'insalubrité publique, de rupture de solidarité nationale et d'atteinte à la cohésion républicaine ».

A l'aune de la célébration de la journée de la réconciliation nationale le 10 juin prochain, poursuit la déclaration, l'IDC-Frocad et le CJ3M refusent d'engager le peuple dans une nouvelle « forfaiture électorale ». « Pas d'élections au Congo sans arrêt de



Le bureau du conseil fédéral de l'opposition (Adiac)

la guerre dans le Pool, sans libération des prisonniers politiques », a martelé le porte-parole.

Toujours d'après l'IDC-Frocad, la gouvernance électorale tant décriée n'a fait l'objet d'aucune amélioration, malgré les recommandations de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Union africaine.

Par contre, une autre partie de l'opposition avait déjà annoncé sa participation aux prochaines élections. Il s'agit entre autres, de la Convention des partis républicains ; l'Union panafricaine pour la démocratie sociale ; l'Union des démocrates humanistes ; l'Union pour la démocratie et la République ainsi que le Rassemblement de l'opposition congolaise.

Jean-Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue

Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundoumbé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARLEMENT

Moins de dix affaires à l'ordre du jour de la session du 2 juin

La Conférence des présidents des deux chambres du Parlement tenue le 27 mai à Brazzaville, a retenu six affaires pour la 15^e session ordinaire administrative de l'Assemblée nationale et sept à la 45^e session du Sénat dont l'ouverture aura lieu le 2 juin prochain.

A la chambre basse, les députés se plancheront, entre autres, sur la séance des questions orales au gouvernement avec débat, la séance des questions d'actualité au gouvernement, une ratification et trois projets de loi pour lesquels le deuxième secrétaire, Joseph Kignoumbi kia Mboundou n'a pas donné de détails.

Au Sénat, les sept affaires sont : trois projets de lois organiques dont deux déterminent l'organisation, la composition et le fonctionnement des Conseils consultatifs de la femme et de la jeunesse et une relative aux lois de finances. Deux autres lois concernent des ratifications d'accords. L'un portant sur le service aérien et l'autre sur la police criminelle.

Deux propositions de loi pourront aussi être examinées par les sénateurs. Il s'agit de celle modifiant la loi numéro 35 du 21 juin 1961 portant code de la nationalité congolaise et celle portant codification d'une procédure unique de mariage au Congo.

Au sujet du calendrier politique chargé du fait de la tenue des élections qui pourraient perturber le déroulement de la session parlementaire, le deuxième secrétaire du Sénat, Dominique Lekoyi a répondu : « Pour le moment nous nous préparons pour l'élection législative et locale. Au Sénat la session s'ouvre le 2 juin et sera close le 13 août. Entre-temps, ceux qui sont concernés par la politique, iront battre campagne ».

A la même question, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou a reconnu qu'à l'Assemblée nationale la session sera bel et bien perturbée. « Nous serons en campagne, c'est une réalité », a-t-il souligné, ajoutant, « on essaiera de faire mais, ce n'est pas évident. On fera de telle manière que les lois d'urgence soient votées ».

Notons qu'au niveau des deux chambres du Parlement, la conférence des présidents a été tenue en présence du Premier ministre chef du gouvernement, Clément Mouamba qui était accompagné de quelques ministres dont celui des Finances, Calixte Nganongo et des Relations avec le Parlement, Digne Elvis Ntsalissan Okombi.

La Conférence des présidents regroupe les présidents des commissions permanentes, ceux des groupes parlementaires et les membres du bureau. Elle détermine l'ordre du jour de la future session.

Jean Jacques Koubemba et Firmin Oyé

REVENDEICATIONS

Les syndicats patronaux exigent une rencontre avec le ministre des Finances

L'Union nationale et le collectif des opérateurs économiques du Congo (Unoc-Copéco) demandent à rencontrer le ministre des Finances, Calixte Nganongo, afin de trouver une solution négociée à la problématique de paiement de quatre années de dette commerciale due aux entreprises membres de ces associations.

liance Unoc-Copéco attend avec impatience la séance de travail avec le ministre des Finances, comme prévu lors de la dernière réunion que nous avons eue avec son conseiller juridique. Depuis sa prise de fonction, le ministre n'a pas encore échangé avec les opérateurs économiques », a déploré Mouandzibi-Ndinga Paul Nestor.

qu'il nous soit de plus en plus difficile de maintenir le dialogue qui, jusqu'à présent, est notre seul moyen de préserver la paix et la quiétude sociale ».

Le non-respect des promesses faites par la tutelle au sujet de la mise en place d'un plan d'apurement de la dette commerciale a déjà provoqué le scellement des bureaux et boutiques, puis la saisie des patrimoines mobiliers et immobiliers de certains opérateurs économiques, par les directions générales de la CNSS, des Impôts ainsi que certaines banques de la place, a-t-on appris. Le bureau exécutif de l'alliance s'insurge contre ce genre de pratique qui relève selon lui, de la mauvaise foi.

Rappelons que les opérateurs économiques ont accompagné le gouvernement dans l'exécution d'un certain nombre de projets courant la période 2013 - 2016. Il s'agit entre autres de la construction des édifices publics, la fourniture de matériels et équipements ainsi que des prestations intellectuelles.

Lopelle Mboussa Gassia



Le collectif des opérateurs économiques du Congo (Adiac)

Le président du bureau exécutif national du Copéco, Mouandzibi-Ndinga Paul Nestor, a lancé cet appel lors d'un point de presse qu'il a tenu le 26 mai à Brazzaville. « L'al-

Précisant : « Si le gouvernement ne trouve pas très vite la solution aux revendications des syndicats patronaux, la pression de notre base, fera

LE FAIT DU JOUR

PCT : le casse-tête des investitures

C'est à un arbitrage à plusieurs enjeux que se livre le comité d'investiture du PCT (Parti congolais du travail) réuni, le 25 mai, dans la perspective des élections législatives et locales dont le premier tour est fixé au 16 juillet. Parce qu'il doit pouvoir désigner les hommes et les femmes qui représenteront le parti à ces scrutins voués à consolider ses positions à l'Assemblée nationale et aux conseils municipaux et départementaux, instances dans lesquelles il reste majoritaire à ce jour.

Le problème se pose pour la principale formation de la majorité présidentielle de ramener de 684 à 151 les prétendants à la députation, le premier chiffre étant celui des candidatures déclarées en interne, et le second renvoyant au nombre de sièges à pourvoir à la chambre basse du

Parlement qui était auparavant de 139. En un mot, il lui faut éliminer 533 « camarades » de la course. S'agissant des locales, la nouvelle configuration étant de 1154 sièges contre 860 au départ, ce sont en tout 2868 dossiers qui gagneront les tiroirs.

Ces chiffres visiblement bondissants pour montrer l'appâté de la bataille pour la place qui s'engage au PCT dans un moment où émergent pour toutes les forces politiques congolaises les questions de prise en compte du quota des femmes dans les institutions électives, et où les jeunes donnent de la voix eux aussi déclarant ne plus accepter d'être confinés à jouer les seconds rôles. Avant même que les dates des scrutins ne soient communiquées, dans une espèce de course de fond, certains d'entre eux avaient annoncé les couleurs

en se déclarant candidats. Ils semblent toujours aux aguets.

A l'ouverture du comité d'investiture, le secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo, déclarait que seules « la discipline et l'objectivité » devaient guider le travail des membres de l'instance et préfigurer la victoire du parti aux futurs scrutins. De ces deux concepts, le second a tout son sens dans l'étape actuelle du choix définitif des candidats, le premier s'y imbrique aussi mais ses effets seront plus visibles quand viendra le moment de savoir si les recalés rentreront dans le rang au lendemain des délibérations du parti ou s'ils choisiront de voler de leurs propres ailes.

Tout compte fait, entre arrangements internes et volonté de poursuivre la relation avec ses alliés de la majorité, le PCT aura à trancher entre plusieurs options

devant plusieurs candidats. En l'occurrence il y a sur la liste les députés ou conseillers sortants qui voudront rempiler, des suppléants à la recherche de la titularisation, les ajournés des précédents scrutins pour qui l'heure a sonné, les nouveaux adhérents qui veulent tenter leur chance, les partenaires avec qui il faut trouver un terrain d'entente, les caciques du parti, qui forts de leur influence veulent peser sur le choix des futurs candidats.

S'il n'est pas encore possible, à ce jour, de dire combien il y aura de candidats aux élections de juillet, pour l'ensemble des partis qui y prendront part, il est indéniable que la concurrence s'annonce serrée pour tous et au sein de tous. Quelle recomposition politique et quel renouvellement au sortir de ces rendez-vous ? La question reste posée.

Gankama N'Siah

COMMUNICATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, M. MEVLUT CAVUSOGLU, À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE

L'Afrique et la Turquie au seuil d'un partenariat durable

L'Afrique traverse un changement immense. Cette transformation positive est alimentée par le travail acharné, la résilience et la persévérance des Africains, jeunes et vieux, qui sont déterminés à tourner la page de la pauvreté. Nous avons toutes les raisons de croire que l'avenir de l'Afrique est prometteur. En fait, nous pouvons voir l'élan positif reflété par la réduction des risques géopolitiques, la stabilité soutenue, la croissance économique, l'expansion du commerce, l'amélioration du bien-être et de meilleures conditions de vie dans tout le continent. Des défis de paix et de sécurité existent encore mais ceux-ci peuvent certainement être surmontés.

En ce qui concerne l'avenir, la Turquie est déterminée, plus que jamais, à développer sa coopération avec l'Afrique dans de nouveaux domaines. Nous cherchons à promouvoir des partenariats mutuellement bénéfiques qui aideront à créer des bases solides pour des relations durables et productives. Contrairement aux puissances coloniales passées, l'histoire est de notre côté. D'une part, il y a l'élément humain. La Turquie a des liens historiques et culturels profondément enracinés avec le continent depuis l'Empire ottoman. Nous cherchons également à renforcer l'élément humain en encourageant les relations entre les peuples. Notre transporteur national Turkish Airlines dessert maintenant Conakry, sa 51^{ème} destination sur le continent. En facilitant le transport vers et depuis 32 pays du continent, nous encourageons aussi l'interaction des Africains avec la Turquie ainsi qu'avec le monde.

Détermination politique forte pour une relation durable

Je tiens également à souligner notre volonté politique de travailler avec l'Afrique. Notre détermination se traduit par le fort intérêt du président Erdogan qui attache une importance majeure à l'Afrique. Non seulement visite-t-il les pays africains et reçoit leurs dirigeants en Turquie, mais il encourage également les entreprises, les universités, les ONG, les centres de recherche et les citoyens ordinaires à s'engager au renforcement des relations mutuelles. Il établit la confiance, l'assurance et les avantages mutuels pour tous afin que toutes les questions soient abordées de manière ouverte et franche.

Au cours de la dernière décennie, en tant que Premier ministre et ensuite président de la République, S.E.M. Erdogan a effectué plus de 30 visites dans 23 pays africains au total – un nombre record de visites pour un dirigeant non africain. Nous avons également accueilli de nombreux chefs d'État des pays africains en 2016 et les visites des chefs d'État de l'Éthiopie, de la Guinée, de la Sierra Leone et de la Somalie en Turquie au cours de la première moitié de l'année en cours ont renforcé la visibilité de notre politique africaine chez nous et à



l'étranger.

Je dois également souligner que notre présence diplomatique sur le continent augmente rapidement. Aujourd'hui, 39 ambassades turques opèrent sur le continent. Il y a également une augmentation considérable du nombre d'ambassades africaines à Ankara. Avec l'ouverture récente de l'Ambassade de Tanzanie, il a atteint 33.

Tout en travaillant pour faire progresser nos relations bilatérales avec les pays africains, nous créons également un solide mécanisme de coopération avec l'Union africaine. L'année 2008 avait eu une importance particulière dans le développement de nos relations avec l'Afrique. Cette année, l'Union africaine avait déclaré que la Turquie était son partenaire stratégique et le tout premier Sommet de coopération Turquie-Afrique avait eu lieu à Istanbul. Le Sommet a lancé un processus de collaboration stable et durable conduisant au deuxième Sommet de coopération Turquie-Afrique tenu en Guinée équatoriale en 2014, un troisième Sommet étant prévu à Istanbul en 2019. Suite au renforcement et la diversification de nos relations bilatérales avec les pays africains ainsi que nos liens institutionnels avec l'Union africaine, nous avons récemment décidé de renommer notre Politique d'ouverture vers l'Afrique en adoptant un terme plus approprié, à savoir la Politique de partenariat de la Turquie avec l'Afrique.

La devise de notre politique de partenariat : des solutions africaines aux problèmes africains

Ce terme n'est pas seulement une formule facile à retenir pour attirer l'attention sur un instrument de politique étrangère. Il a un contenu et une direction claires. Il implique une forte détermination

de notre part et inclut notre conception de la mise en place d'un processus d'interaction dans les deux sens. En fait, la devise de notre Politique de partenariat avec l'Afrique est : «des solutions africaines aux problèmes africains». Nous déployons tous nos efforts pour promouvoir l'appropriation par l'Afrique de ces questions dans le cadre de notre engagement avec nos partenaires africains.

Ce que je considère comme absolument pertinent pour l'avenir de l'Afrique, c'est son développement économique durable. En ce moment critique de changement, nous estimons que la Turquie est le pays le mieux adapté pour partager ses expériences avec le continent et pour avancer sur un modèle de coopération économique reposant sur un scénario «gagnant-gagnant», par opposition à un jeu à somme nulle qui produit des gagnants et des perdants. Je dois souligner que les investissements globaux de la Turquie en Afrique ont récemment dépassé 6 milliards de dollars américains. Ces investissements fournissent des emplois, des infrastructures nécessaires, contribuant aux économies locales et augmentant les exportations de produits finis de l'Afrique vers des pays tiers. Nous connaissons également une croissance rapide de notre commerce avec le continent qui a atteint 16,8 milliards de dollars américains en 2016, ce qui représente un quadruplement depuis 2003. Nous cherchons également à contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour le développement économique en organisant des réunions ministérielles thématiques sur des domaines tels que l'entrepreneuriat et l'agriculture, conjointement avec des forums qui rassemblent des hommes d'affaires turcs et africains.

Au premier plan pour fournir de l'aide humanitaire et au développement à l'Afrique

La Turquie participe aussi d'une manière active à la lutte contre les crises humanitaires en Afrique. Notre engagement à long terme en Somalie depuis 2011 est un excellent exemple. Nous croyons que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'attendre et de voir que des catastrophes naturelles ou celles causées par l'homme se déroulent devant nos yeux, dévastant des centaines de milliers de personnes et mettant en danger la vie des générations futures. Prenons pour exemple les récentes sécheresses affectant l'Afrique de l'Est. Au début du mois de mars, le Croissant-Rouge turc a lancé une campagne nationale de donations intitulée «Être l'espoir de l'humanité». A la première étape de cette campagne, le Croissant-Rouge turc et l'Agence turque de coopération et de coordination internationale ont déjà commencé à apporter l'aide nécessaire à la Somalie. Néanmoins, il est essentiel de trouver des solutions durables pour briser le cercle vicieux des sécheresses et de la famine. Par conséquent, assurant la présidence du Sommet de l'Organisation des pays islamiques (OCI), nous avons récemment lancé une initiative visant à soutenir les pays de l'Afrique de l'Est touchés par la sécheresse avec des projets durables à être mis en œuvre par l'OCI.

Le 15 juillet 2016, la Turquie a été victime d'une odieuse tentative de coup d'État perpétrée par l'organisation terroriste Fetullah Gülen (FETO), où 249 de nos citoyens ont été brutalement assassinés et plus de 2 000 civils innocents ont été blessés. Je tiens à souligner le soutien et la solidarité manifestés par nos amis africains après cette attaque contre notre démocratie et nos libertés fondamentales. La FETO a de nombreux réseaux en Afrique et constitue une menace imminente non seulement pour la Turquie, mais aussi pour les pays africains et leurs dirigeants actuels. Plusieurs pays africains ont rapidement et judicieusement pris des mesures contre la FETO en fermant ou en transférant les écoles affiliées à la FETO à la Fondation turque d'éducation Maarif ou en interdisant les organisations affiliées. Nous appelons tous nos amis africains à faire de même.

En conclusion, je voudrais souligner que notre vision de la coopération avec l'Afrique repose sur une politique de bénéfices mutuels fondée sur l'égalité, la transparence et la durabilité. Grâce à notre politique entreprenante et humanitaire, nous tendons la main à l'Afrique. Nous sommes heureux de constater que notre motivation est partagée par nos frères et sœurs africains qui possèdent la vision d'une Afrique en développement.

AFFAIRES FONCIÈRES

Des Congolais s'imprègnent de l'expérience française

Une délégation congolaise a figuré parmi les fonctionnaires étrangers des administrations foncières ayant participé du 2 au 19 mai 2017 à Toulouse (France), à une formation foncière organisée par l'Ecole nationale des finances publiques.

Cette session de formation a permis aux participants d'être édifiés sur les aspects juridiques, fiscaux et fonciers du modèle français, associant cadastre, gestion domaniale, publicité foncière et enregistrement. La sécurisation apportée par le système français a été également mise en exergue lors de la formation.

La République du Congo a été représentée à cette formation par Hugues Franck Mboumba Dombi, ingénieur géomètre topographe, chef de service des études et implantations à la direction générale du Bureau d'études et de contrôle des travaux cadastraux et Carmen Charita Moukila Nzoumba, ingénieur des travaux publics, chef de la circonscription foncière de Loango à la direction départementale des affaires foncières, du cadastre et de la topographie du Kouilou.

Au nombre des thématiques développées au cours de cette formation figurent l'organisation et les missions du cadastre : liaisons avec le service de publicité foncière, les notions de droit foncier,

la mission fiscale du cadastre, les outils informatiques du cadastre, la mission topographique ; le droit foncier : les personnes et les biens, le droit de propriété et les sûretés, la sécurité des transactions immobilières, la politique immo-

tion doit être comprise comme la continuité d'un processus basé sur la formation des acteurs du secteur, au regard de la particulière attention que lui accorde le gouvernement ».

Le ministre Coussoud Mavoungou



Les représentants du Congo à la formation foncière de Toulouse (DR)

bière de l'Etat, la distinction domaine public/domaine privé, la gestion domaniale, la fiscalité foncière (taxes foncières), les procédures cadastrales, notamment le remaniement et la conservation nationale comparés.

Lors de sa prise de fonction l'année dernière, le ministre des Affaires foncières et du domaine public Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou avait exprimé son attachement à la formation des cadres nationaux.

Pour ce dernier, « cette forma-

tion vient d'effectuer une visite de travail en Côte d'Ivoire où il a obtenu des dirigeants de l'Institut national polytechnique de Yamoussoukro, la possibilité de faciliter la formation et le recyclage des cadres congolais en matière de gestion foncière et du domaine public.

Dans environ deux mois, les cadres congolais, notamment les géomètres, les topographes, les géomaticiens et autres, bénéficieront des formations qualifiantes de l'Institut polytechnique de Yamoussoukro.

Christian Brice Elion

BAC ET BEPC 2017

Les candidats incarcérés de la Maison d'arrêt de Brazzaville reçoivent le soutien du ministre de la Jeunesse

À quelques jours du démarrage des épreuves écrites du Bac et du BEPC, la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Hermella Doukaga, a rencontré les soixante-cinq élèves et candidats qui passeront ces examens, une façon de les encourager et de les rassurer pour leur dire une fois de plus qu'il y a une vie après ce passage.

La ministre de la Jeunesse était également porteuse d'un message du chef de l'Etat. « Quel que soit ce que vous avez fait, il m'a chargé de vous dire que vous êtes toujours ses enfants », a déclaré la ministre.

À propos des difficultés rencontrées au niveau de l'administration pénitentiaire concernant le centre de l'enseignement de la Maison d'arrêt de Brazzaville et aussi sur la situation de ceux dont les dossiers sont toujours en instance, Destinée Hermella Doukaga a pris un engagement devant l'assistance de faire un plaidoyer en faveur des élèves incarcérés afin que chacun soit fixé selon sa situation.

Le directeur général de l'administration pénitentiaire, Jean Blaise Komo, quant à lui, salué la présence du ministre et s'est félicité de son initiative d'avoir répondu à leur appel à la solidarité en citant un proverbe Malinké qui dit : « Ce n'est pas parce que le village est petit qu'il ne peut pas être éclairé par les rayons du soleil », qui veut dire « Ce n'est pas parce que nous sommes dans un milieu carcéral que le gouvernement de la République peut nous oublier. Pas du tout ».

La directrice du centre de l'enseignement de la Maison d'arrêt de Brazzaville,

Gabrielle Basseka kandza, a présenté la structure et a signifié en conséquence les maux qui le minent. Elle a successivement fait un bref rapport du centre composé de trois salles de classe et de six enseignants, d'un service de l'enseignement à deux cycles, à savoir : le cycle primaire et de l'alphabétisation ainsi que le cycle secondaire. Il a souligné que cette année le cycle de l'alphabétisation n'a pas fonctionné suite à l'évasion qui avait eu lieu en décembre 2016. Chaque année le centre présente des candidats aux examens d'Etat notamment au CEPE, au Bac et au BEPC. « Nous sommes confrontés à plusieurs difficultés, à savoir : le manque de matériels didactiques, de manuels scolaires, de fournitures de bureau et de financement pour la motivation des bénévoles. Cette année le centre a présenté 65 candidats au BEPC et au BAC ; au BEPC 22 candidats dont 16 garçons et six filles ; au Bac 43 candidats dont 28 garçons et 15 filles. En conclusion, nous sollicitons votre assistance pour l'année scolaire 2017-2018 », a-t-elle conclu.

Par ailleurs, la représentante des candidats incarcérés a remercié vivement la ministre en déclarant que « le souvenir de cette visite ne sera jamais effacé dans nos mémoires. Enfin, nous vous promettons de bon résultats au Bac et au Bepc cette année. C'est pour nous un précieux moyen d'inscrire ce centre scolaire dans le répertoire des meilleurs établissements de notre pays ».

Notons qu'avant de quitter la Maison d'arrêt, la ministre a remis deux écrans plasmas l'un dans le quartier des jeunes et l'autre des femmes, ainsi que des vivres et des non vivres. Aussitôt arrivée, elle avait procédé à la levée des couleurs en présence du personnel de l'administration pénitentiaire.

Guillaume Ondzé

Les travaux de la 8^e session ordinaire du conseil départemental et municipal de Pointe-Noire ont démarré

Roland Bouiti Viaudo, président du conseil départemental et municipal, député maire de la ville a procédé au lancement de cette session dite « administrative » le 22 mai dont les travaux prendront fin le 31 mai. 9 points figurent à l'ordre du jour parmi lesquels : le démarrage des activités de la société d'assainissement Averda et sur la construction d'un centre multimédia de Pointe-Noire.

Cette 8^e session du conseil intervient quelques jours après le séjour du président de la République dans la ville océane, lequel a consacré la mise en production du champ pétrolier Moho Nord et la visite de la zone économique spéciale qui vont contribuer au développement du département et du pays. S'exprimant au nom du bureau exécutif du conseil, Roland Bouiti Viaudo s'est réjoui de l'accueil réservé au chef de l'Etat et à son épouse par les ponténégrins dans l'ensemble et de la mobilisation des militants et militantes par les acteurs politiques.

L'ordre du jour des travaux présenté par Jean Jacques le Parrain Moi-Bayonne, 2^e secrétaire du conseil, porte entre autres sur : l'examen et l'adoption du rapport de l'inter session du bureau exécutif du conseil départemental et municipal, période du 27 janvier au 5 mai 2017 ; l'examen et adoption des comptes administratifs et de gestion, exercice 2016 du conseil départemental et municipal et les délibérations y afférant ; la visite guidée notamment : le démantèlement du péage à Côte Matève, le centre d'enfouis-

sement à Fouta (arrondissement 6 Ngoyo) et le marché central (projet intégrant l'ambitieux programme d'assainissement et de modernisation que le président de la République et le gouvernement ont doté à la ville) dont les travaux de modernisation ont été lancés.

Il y a aussi le projet de délibération portant délégation à l'entreprise Congo environnement services-CES-«Averda» les services de propreté : collecte des déchets, exploitation des services et gestion du centre d'enfouissement technique et de traitement de déchets ainsi que le projet de délibération portant mise à disposition d'un terrain municipal pour la construction du centre multimédia de Pointe-Noire. Deux affaires jugées capitales pour la commune par le président du conseil départemental et municipal.

En effet, sous l'impulsion du gouvernement de la République, l'Averda est opérationnelle dans la ville depuis le 2 mai dernier. Son action va permettre de résoudre, sur la base des standards internationaux, le problème récurrent d'hygiène et de salubrité, et le centre multimédia, destiné aux jeunes en particulier, permettra de réduire la fracture culturelle au niveau de la ville.

Les résultats des premières prestations d'Averda s'avèrent satisfaisants, Roland Bouiti Viaudo a estimé que Pointe-Noire pourra bientôt justifier de son épithète de « Ponton La Belle ». Toutefois, a-t-il continué, la lutte contre l'insalubrité reste l'affaire de tous : « Dès lors, il est plus nécessaire de rendre pérenne l'activité de propreté sur tout le



territoire de notre agglomération et faire dans les quartiers la promotion de la gestion participative dans son acception large. Ce faisant, la croisade contre l'insalubrité est une mission prescrite à tous et à chacun. Nous devons vaincre l'insalubrité. Elle devra être loin derrière nous dans les temps à venir ». Par ailleurs, le président du conseil a félicité la force publique pour ses brillants et élogieux résultats et les a invité à poursuivre leur action afin de mettre hors d'état de nuire tous les délinquants. Au cours de la cérémonie de lancement des travaux de la 8^e session, une minute de silence a été observée en mémoire de Fulgence Ibombo-Gakosso, 1^{er} secrétaire du conseil décédé le 4 mars dernier.

Notons que cette session se déroule à un mois de la fin de la mandature des conseils départementaux et municipaux, les prochaines élections locales, (qui se dérouleront

de façon concomitante avec les élections législatives) devons avoir lieu le 16 juillet prochain en vue de la mise en place de nouvelles institutions répondant à la nouvelle constitution. Mais l'action du conseil ne doit pas s'arrêter, a estimé Roland Bouiti Viaudo : « Nous n'avons pas à nous soustraire de notre charge avant l'heure et nous soustraire notamment de la dynamique du travail visant à faire progresser Pointe-Noire sur des bases équilibrées, humanitaires et solides. Notre ville qui a de formidables atouts pour attirer les bénéfices de la mondialisation est prédestinée à un grand et belle avenir et à un formidable essor. Par conséquent, elle a un rendez-vous pressant et précis avec l'histoire et la modernité. En commun, nous avons la charge d'écrire les belles lettres de l'histoire de notre ville et de tracer les sillons de sa modernité ».

SANTÉ PUBLIQUE

L'usage abusif des antibiotiques, une préoccupation majeure pour le Congo

Selon les résultats de l'étude sur la consommation des antibiotiques au Congo, présentés le 26 mai à Brazzaville, le niveau varie d'un département à un autre et il se pose le problème d'affections non-maîtrisées

L'étude a été menée au cours du dernier trimestre 2016 dans huit des douze départements du pays par le gouvernement, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans des hôpitaux généraux, laboratoires, Centres de santé intégrés (CSI) et autres formations sanitaires privées. En effet, d'après le conseiller aux médicaments à l'OMS-Congo, le Dr Ray Mankelé, qui a présenté ces résultats, l'usage abusif et la falsification des médicaments constituent un grand fléau du XXIe siècle. La résistance aux antibiotiques est, a-t-il déclaré, une réalité au Congo et les antibiotiques aussi usuels que l'amoxicilline, l'ampicilline et autres ne sont plus résistants. Ce qui devrait être une énorme préoccupation pour les agents de santé et les décideurs.

Les résultats montrent également que les laboratoires ne sont pas équipés et ne peuvent pas poser un diagnostic de maladies infectieuses. A titre d'illustration, le Dr Ray Mankelé a parlé de Brazzaville où les diagnostics varient d'un centre à un autre. « A Brazzaville, la prévalence des germes varie d'un laboratoire à un autre. Au Laboratoire national, environ 58% d'examen bactériologiques

demandés sont revenus positifs en 2016 ; au CHU, nous sommes à environ 7% qui reviennent positifs; chez Bioquik, un laboratoire d'analyse biomédicale privé, nous avons une prévalence qui avoisine celle du laboratoire national ; Cogemo rejoint pratiquement le CHU. Cela nous emmène à nous interroger sur le type de résultats qui sortent de nos laboratoires », a-t-il indiqué.

Cette étude relève aussi qu'environ 18% de la population congolaise utilisent les antibiotiques par automédication alors que 40% s'approvisionnent en médicaments de la rue. Il a été également constaté que la prescription ne tient pas compte du schéma thérapeutique ni des indications des différents antibiotiques, et la disponibilité des antibiotiques était faible dans les formations sanitaires. « Au Congo, nous n'avons aucune disposition pour réglementer l'utilisation des antibiotiques. Nous avons recherché dans la documentation, nous n'avons trouvé aucun texte réglementaire qui codifie l'utilisation des antibiotiques. A tel point que tout est vendu librement sans répression, que ce soit dans les officines, que ce soit dans le marché, partout on

peut vendre n'importe quel antibiotique y compris les plus délicats à manipuler, il n'y a aucune réglementation, aucune répression », déplore l'étude.

Elaborer un plan national de lutte contre la résistance des antimicrobiens

La présentation des résultats de

d'un cadre réglementaire, mais également d'un cadre institutionnel de lutte contre cette résistance aux antibiotiques. Nous en avons besoin, il faut que cela soit compris », a recommandé l'étude.

L'étude suggère également la mise en place d'un système de suivi de la consommation des antibiotiques. Le succès d'une telle action passe,

traînait le développement des résistances. Les conséquences étant, a-t-il cité, la persistance des maladies, la hausse de la mortalité, des hospitalisations prolongées et une protection affaiblie lors des interventions chirurgicales et d'autres actes médicaux. Cela entraîne aussi l'augmentation des coûts de soins. « Nombreux aussi savent que,



Les participants ; crédit photo Adiac

cette étude est un pas de plus vers l'élaboration d'un plan de lutte contre la résistance aux antimicrobiens. « Suite à tout cela, il est urgent au Congo, de passer, conformément aux recommandations de l'OMS, à l'élaboration d'un plan national de lutte contre la résistance aux antibiotiques. Un plan qui pourrait intégrer la mise en place

a poursuivi le Dr Ray Mankelé, par l'amélioration de la prévention des infections.

Présidant la rencontre, l'inspecteur général de la santé, le Pr Richard Bilekot, a regretté le fait que l'utilisation de plus en plus accrue et parfois irrationnelle des antibiotiques dans la lutte contre la maladie tant chez l'homme que chez l'animal en-

malheureusement, nous avons une prescription dispendieuse et totalement irrationnelle pour des prétendues fièvres typhoïdes qui ne le sont pas. Toute cette prescription irrationnelle entraîne des conséquences qu'il convient de cerner », a-t-il laissé entendre.

Parfait Wilfried Douniama

DÉPARTEMENT DU POOL

Des véhicules de transport en commun incendiés par les ninjas

Deux militaires abattus de sang-froid, des passagers dépouillés de tous leurs biens et des autobus à bord desquels ils étaient embarqués à Brazzaville pour Pointe-Noire incendiés, le bilan de l'attaque perpétrée par les ninjas-nsiloulou, le 26 mai, en début de matinée sur la Route nationale numéro 1 près de Mayama, dans le département du Pool, est particulièrement lourd.

De source proche des familles des victimes, trois autobus assurant la liaison entre Brazzaville et Pointe-Noire ont été approchés par un groupe de Ninjas-nsiloulous, milice de Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntouni, qui opère dans le Pool. Après que les miliciens ont intimé l'ordre aux chauffeurs de s'arrêter, ils sont montés à bord des véhicules et abattu par balle deux militaires en tenue qui s'y trouvaient. Puis ils ont soumis les passagers à une fouille systématique leur ravissant argent, téléphone portable et autres objets de valeur, violentant certains d'entre eux. Ils ont ensuite incendié les trois autobus créant la débandade parmi les passagers. Un des autobus appartiendrait à la compagnie Océan du Nord. Depuis l'attaque qu'ils avaient perpétrée dans les quartiers sud de Brazzaville, le 4 avril 2016, les ninjas se sont retirés dans le Pool où, à intervalles réguliers, ils s'en prennent aux éléments de la Force publique et aux civils. L'incendie des cars de transport en commun, le 26 mai, a été précédé par une série d'embuscades meurtrières contre les militaires déployés dans le département pour traquer le chef-rebelle visé par un mandat d'arrêt du procureur de la République. Pour le gouvernement, Ntouni et ses hommes sont coupables d'actes de terrorisme et devront tôt ou tard répondre devant les tribunaux.

Les Dépêches de Brazzaville



NOTRE MÉTIER :
LOCATION, VENTE, GESTION DE BIENS
IMMOBILIER, SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ



Une équipe de professionnels, dynamique pour vous accompagner dans tous vos projets immobiliers.

Immeuble CNSS, rond-point City center, centre ville Brazzaville

Tél : 00242 06 484 76 77 (MTN)
00242 04 048 67 16 (WARID)

latriumimmo@yahoo.fr

SARLU "L'ATRIUM" - RCCM/CG/BZV/14B5495, au capital de 1 000 000 Fcfa

SOMMET DU G7

Donald Trump parmi les Européens comme un éléphant dans une boutique de porcelaine

Le président américain a pris part au sommet du G7, en Italie, mais il y a confirmé tout le mal que l'on pensait de lui.

Il y a ceux qui annonçaient, en l'espérant, un Donald Trump surprenant, capable de prendre le contre-pied de ses propres affirmations durant la campagne de l'élection présidentielle américaine. Il y a ceux qui précisaient que le nouveau président américain, auto-déclaré opposant à l'OTAN et à l'Union européenne viendrait « casser la baraque ». Les uns et les autres ont eu plus d'une raison de dire qu'ils étaient dans le vrai. M. Donald Trump est passé comme une bourrasque en Europe, a serré la main d'un pape, a appelé les Européens à mieux financer leur défense commune, mais n'a pas appelé au démantèlement de l'organisation du Traité atlantique, l'OTAN, qu'il avait jugé « obsolète ».

Pour son premier déplacement en Europe, le président américain n'a ni apaisé, ni clarifié ses positions, et cela a contribué à accentuer les divisions de l'Europe, notamment sur la question délicate des changements climatiques. Au siège de l'OTAN, à Bruxelles jeudi, il avait reproché aux Européens de trop grosses sommes d'argent pour leur défense, sommes prises en large part par le contribuable. Eléphant chez un marchand de porcelaine, Donald Trump a assumé jusqu'au bout son image de bulldozer, écartant sans ménagement le Premier ministre du Monténégro pour se placer au centre de la photo. A Taormina, petite ville lumineuse de la Sicile au sud de l'Italie où s'est retrouvé ensuite le gotha du monde pour le sommet du G7, Donald Trump s'est montré plus boudeur, détaché et agacé que soucieux de gommer une image presque d'anti-européen qui lui colle à la peau. Très attendu sur le dossier changement

climatique, c'est par un tweet qu'il a annoncé, peu avant la déclaration finale du G7 qu'il ferait connaître sa position « la semaine prochaine ».

Seul peut-être parmi les grands dirigeants occidentaux, le président français Emmanuel Macron, lui aussi à son premier grand rendez-vous international, s'est montré plus satisfait que déçu. Il a vu des « progrès » dans la discussion sur le climat et a qualifié son homologue américain de « pragmatique », « ouvert » et « à l'écoute ». Mais le 45e président des Etats-Unis, qui a quitté la Sicile samedi soir, n'a certainement pas saisi à Taormina l'occasion de donner publiquement des gages de fidélité à ses alliés européens. Car contrairement à une tradition observée par ses prédécesseurs, il n'a participé à aucune conférence de presse au dernier jour de ce premier déplacement à l'étranger.

Lucien Mpama

MÉDIAS

Décès du journaliste franco-sénégalais Jean-Karim Fall

Le journaliste franco-sénégalais de France 24, Jean-Karim Fall, grand spécialiste de l'Afrique, est brutalement décédé vendredi à l'âge de 59 ans, alors qu'il couvrait le sommet du G7 en Sicile, a-t-on appris auprès du groupe France Médias Monde.

« France Médias Monde (qui réunit France 24, RFI et la radio en langue arabe MCD, ndr) a appris avec un immense chagrin la disparition brutale, le vendredi 26 mai, de Jean-Karim Fall à l'âge de 59 ans. Il était en mission à Taormina, en Sicile, où il couvrait le sommet du G7 pour France 24 », a indiqué le groupe dans un communiqué.

Rédacteur en chef et chroniqueur à France 24 depuis 2012, Jean-Karim Fall était un visage bien connu des téléspectateurs de la chaîne d'information mondiale. Il était aussi une voix familière des auditeurs de RFI où il a effectué la majeure partie de sa carrière entre 1984 et 2012. Il a notamment été correspondant à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Libreville (Gabon), chef de service Afrique et l'un des rédacteurs en chef de la radio.

Né en mars 1958 d'un père sénégalais et d'une mère française, « JKF », comme l'appelaient ses collègues, était diplômé de l'École supérieure de journalisme de Lille (nord).

Les antennes de RFI et France 24 rendront hommage à « ce grand professionnel, spécialiste de l'actualité internationale et tout particulièrement de l'Afrique, qu'il affectionnait tant et qu'il couvrait depuis de nombreuses années, au point de faire de lui l'un des meilleurs spécialistes du continent », a précisé FMM.

« Nous sommes beaucoup à l'AFP à avoir côtoyé et apprécié Jean-Karim pour son immense connaissance de l'Afrique, son caractère entier, sa bienveillance auprès des jeunes journalistes. Il comptait beaucoup d'amis à l'AFP. Nous adressons nos condoléances les plus sincères à France Médias Monde ainsi qu'à son épouse et ses enfants », a réagi la directrice de l'information de l'AFP, Michèle Léridon, après l'annonce du décès du grand reporter.

Camille Delourme



Jean-Karim Fall (DR)

FRANCE/MAROC

Déclassification des documents de l'affaire Ben Barka

Paris a déclassifié 89 documents liés à l'affaire Ben Barka, un opposant marocain enlevé le 29 octobre 1965 en plein Paris, et dont le corps n'a jamais été retrouvé, les circonstances et les responsabilités de sa mort jamais clairement établies.

Son fils, Bachir Ben Barka a fait part de sa surprise et de sa déception. « Ces documents existent déjà dans le dossier, a-t-il expliqué. Il n'y a donc

rien de nouveau. Certains font partie des premières investigations du juge Zollinger, en 1966, et puis les autres du paquet qui avait été déclassifié en 1982, sur ordre de Mitterrand et de Mauroy, et qui ont été totalement déclassifiés en 2000 par Mme Alliot-Marie. Cela ne concerne pas ceux que nous avions sollicités, à savoir des documents qui ont été saisis dernièrement, en 2010, à la DGSE », a-t-il déclaré. Ajoutant : « Nous essayerons d'avoir un peu plus de précisions sur la démarche

qui a été suivie et qui a fait qu'on se retrouve avec des documents qui avaient déjà été déclassifiés et pas du tout avec ceux qui ont été sollicités et qui, bien sûr, n'apportent rien sur ce que l'on cherche, à savoir sur le sort de mon père. Nous sommes toujours en présence d'un réel manque de volonté de faire aboutir cette recherche de la vérité. Pour moi, personnellement, c'est ce que j'appelle des manifestations concrètes de la Raison d'Etat ».

Noël Ndong



Ouverture officielle de l'Agence BSCA.Bank de Pointe-Noire

La Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique en sigle BSCA.Bank (se prononce BSSA.Bank) a ouvert son agence de Pointe-Noire, sise à l'Hôtel Atlantic Palace sur l'avenue Charles De Gaulle. La cérémonie officielle de lancement des activités s'est déroulée le 24 mai 2017, sous l'autorité de M. Armel Frideline MBOULOUKOU, conseiller du Ministre des finances, de M. Rigobert Roger ANDELY Président du Conseil d'Administration de la BSCA.Bank, M. ZHANG Jianyu Directeur Général de la BSCA.Bank. C'était en présence de plusieurs hautes personnalités, notamment M. Fidel DIMOU Préfet du département du Kouilou, M. Alexandre BOUYA Secrétaire Général du Département de Pointe-Noire, M. Roland BOUITI-VIAUDO Député-maire de la ville de Pointe-Noire, ainsi quedes représentants de la Banque Agricole de Chine et de la BEAC.

Résultat des bonnes relations politiques, économiques et commerciales entre le Congo et la Chine, la BSCA.Bank qui a ouvert ses portes au public depuis le 1er juillet 2015 est actuellement dans une phase rapide de son développement après l'installation de son siège à Brazzaville. Ainsi, dans une salle comble de l'hôtel Atlantic Palace, devant un parterre de chefs d'entreprises, d'autorités politiques et administratives et de personnes diverses, la BSCA.Bank a ouvert son agence de Pointe-Noire malgré le contexte économique difficile. C'est la preuve de son engagement actif à contribuer au développement économique du Congo.



En effet, l'arrivée de la BSCA.Bank était très attendue par les pontonégriens. La ville de Pointe-Noire est très honorée d'abriter la première agence de la BSCA.Bank, a dit M. Roland BOUITI-VIAUDO. Le Député-maire de la ville de Pointe-Noire au nom de ses concitoyens a salué l'ouverture de cette agence, et surtout rassuré la Direction de la BSCA.Bank de sa disponibilité à accompagner les responsables de l'agence de Pointe-Noire dans leurs activités. Notre soutien et notre coopération vous sont acquises, a dit le Député-maire dans son allocution de circonstance.

L'installation de la BSCA.Bank à Pointe-Noire n'est certainement pas hasardeuse, car c'est la zone économique la plus active et ayant le plus de potentiel au Congo. « Ici le développement économique, le commerce en vogue sont des terrains fertiles pour le développement des services bancaires. La BSCA.Bank a toujours considéré Pointe-Noire comme une zone stratégique... Il y a plusieurs entreprises étrangères et de grandes

entreprises congolaises implantées à Pointe-Noire en même temps. La Chine actuelle et le Congo ont établi un partenariat stratégique de soutien pour la zone économique spéciale de Pointe-Noire, la naissance d'un port minéralier, le projet de la société pétrolière Wingwah, etc. L'action de la BSCA.Bank sera axée sur le financement et le suivi des services de ces grands projets, le financement de la chaîne commerciale de Pointe-Noire, les lettres de crédits, etc. » a dit le Directeur général de la BSCA.Bank. De quoi rassurer les sceptiques.

De nombreux produits bancaires accessibles

En fait la BSCA.Bank qui est en croissance régulière a une situation financière stable qui lui permet de financer les projets des clients. Avec environ 5% de dépôt d'actions de marché en fin premier trimestre 2017, la BSCA.Bank occupe (après juste une année d'activités) le huitième rang parmi les 11 banques opérant au Congo. Sa part de

marché est de 30% dans le financement public.

La BSCA.Bank va fournir aux clients tous les produits traditionnels tels que les comptes courants, les dépôts, les financements, les transferts de fonds internationaux, les garanties bancaires, etc. ainsi que l'introduction de nombreux autres produits financiers, parmi lesquels une gamme complète de cartes bancaires, notamment la carte BSCA, la carte Unionpay, la carte visaGAB (Guichet Automatique de billets) et les DAB (Distributeur Automatique de Billets), les services en ligne tel que le mobile banking, etc.. Il est à noter que les Guichets Automatiques de billets permettront d'effectuer les dépôt d'espèces dans les comptes ainsi que les retraits sans passé par les caisses. Ici l'objectif de la BSCA.Bank est de réaliser dans les 24 h, et par voie électronique, les services de dépôt/retrait, et réduire, ou mieux éliminer les files d'attente dans la banque. C'est de cela que répond la construction très prochaine de points de vente supplémentaires dans les zones commerciales de la ville. Une centaine de guichets automatiques seront déployés dans les deux ans à venir.

En dévoilant la plaque inaugurale de la BSCA-Bank, M. Armel Frideline MBOULOUKOU le conseiller du Ministre des finances et M. ZHANG Jianyu le DG de la BSCA.Bank ont officiellement lancé les activités de l'agence de Pointe-Noire, qui sera dirigée par M. LI LinChef-Directeur de l'Agence Pointe-Noire et son adjointe Mme TATYCLAUDIA qui ont été présentés au public et clients de Pointe-Noire.



**BONNE FÊTE À
TOUTES LES MAMANS
DU CONGO**

AG Partners 



PÉTROLE

La Guinée équatoriale intègre le cartel des pays producteurs

La Guinée équatoriale est devenue le sixième pays africain membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le prix à payer : se plier à la politique de réduction de la production pétrolière engagée par l'Opep pour redresser les cours internationaux.

Une décision attendue depuis décembre dernier lorsque Malabo en avait officiellement fait la demande. Mais le ticket d'entrée a un prix, puisque Malabo doit participer aux baisses de production décidées en novembre 2016. Celles-ci, qui étaient initialement prévues jusqu'au 30 juin 2017, sont prolongées jusqu'en mars 2018, car l'accord de 2016 n'a pas véritablement rempli son objectif de soutenir durablement les prix du brut et d'éliminer l'excédent d'offre.

A court terme, ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. Malabo est plongée en pleine crise économique. En 2016 le PIB a reculé de près de 6%. En mars dernier la capitale équato-guinéenne vivait même une incongrue pénurie de carburant. Le pays produit 270.000 barils de pétrole par jour, soit deux fois moins qu'en 2012. Une production qui rapporte néanmoins 10,5 milliards de dollars, ce qui représente 95% des exportations du pays, vers la Chine, l'Inde, le Japon ou encore la Corée du Sud.

Or, l'adhésion à l'Opep se double d'un engagement à réduire encore cette production. Depuis l'an dernier, le cartel a engagé une politique de remontée des cours à coup de réduction des quotas de production. Et Malabo a dû s'y plier pour franchir la porte du cartel. La Guinée équatoriale s'engage à abaisser sa production d'environ 5%, ce qui ne risque pas de relancer la croissance cette année. Mais cette adhésion est un calcul de long terme pour les autorités. Elle va leur permettre de renforcer les liens avec le géant saoudien. Et sans doute, espère Malabo, de profiter dans les années à venir d'investissements massifs dans sa production d'or noir.

L'Opep et ses partenaires, dont la Russie, se sont réunis le 25 mai dernier à Vienne pour reconduire jusqu'en mars 2018 leurs quotas de production de pétrole dans le but de réduire les stocks mondiaux et de peser sur les prix, malgré le dynamisme de l'offre américaine.

J.M.L.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS

L'ONU rend hommage à plus de 113.000 soldats

Cette année, la Journée internationale des Casques bleus des Nations unies a pour thème : « Investir dans la paix à travers le monde ». Cette Journée rend hommage au personnel civil, policier et militaire pour leur contribution inestimable au travail de l'ONU.

« En cette Journée internationale des Casques bleus des Nations unies, nous rendons hommage à plus de 113 000 Casques bleus, agents de la Police des Nations unies et membres du personnel civil déployés dans 16 missions. L'action que ces femmes et ces hommes mènent au nom de la communauté internationale est l'une des formes les plus tangibles de la détermination » à préserver les générations futures du fléau de la guerre » énoncée dans la Charte des Nations unies », peut-on lire dans un message du secrétaire général, António Guterres.

C'est aussi l'occasion d'honorer la mémoire de plus de 3 500 Casques bleus qui ont perdu la vie en servant sous le drapeau onusien depuis 1948, dont 117 hommes et femmes en 2016.

Le maintien de la paix est un in-

vestissement pour la paix, la sécurité et la prospérité mondiales. Ces instruments souples et évolutifs réunissent des moyens politiques, sécuritaires et techniques pour assister les pays dans leur transition difficile de la guerre vers la paix. Simple contrôle du respect des cessez-le-feu à l'origine, le maintien de la paix a évolué au fil du temps et comprend désormais la protection des civils, le désarmement des ex-combattants, la défense des droits de l'Homme, la promotion de l'Etat de droit, le soutien d'élections libres et régulières, la lutte contre les mines terrestres et bien plus encore. Les Casques bleus œuvrent également pour garantir que les femmes participent aux processus de paix, à la vie politique et aux services de gouvernance, y compris ceux en uniforme.

Malgré l'envergure de ces opérations, le budget du maintien de la paix représente moins de 0,5 % des dépenses militaires mondiales. Chaque mission vise à sauver des vies, empêcher des atrocités massives, ouvrir la voie à la paix puis à se conclure. En Côte d'Ivoire, les Nations unies achèveront la phase de maintien de la paix de leur mission fin juin, après avoir aidé avec

succès le pays à restaurer la paix et la stabilité à la suite de la crise engendrée par les élections de 2010. En Haïti, le mandat de la Minustah se terminera en octobre, par le lancement d'une mission de maintien de la paix de moindre envergure, visant à consolider l'Etat de droit. Au Libéria, la Minul, qui a permis d'avancer vers la restauration de la paix, la sécurité et la stabilité dans le pays, se conclura en mars prochain.

Autres missions déployées : Au Soudan du Sud, plus de 200 000 civils sont toujours réfugiés dans les bases de l'ONU. Au Mali, les Casques bleus participent à la mise en œuvre de l'accord de paix et à la consolidation progressive de l'autorité d'État, dans des conditions souvent extrêmement dangereuses. Dans de nombreux pays, les Casques bleus se sont attaqués au problème des mines et restes explosifs de guerre.

Les opérations de maintien de la paix reçoivent actuellement des contributions en contingents militaires et de police de 124 États Membres. Ce nombre témoigne de la confiance de la communauté internationale dans la valeur des opérations de maintien de la paix.

Josiane Mambou Loukoula

MONDE EN BREF

GAMBIE

Un audit a été mené en au sein des travailleurs gambiens de la Fonction publique (environ 40.000 personnes). Pendant trois mois, des équipes du bureau de gestion du personnel ont parcouru le pays pour visiter toutes les institutions publiques. L'armée, la police et même les services de renseignement ont été auditionnés, ces derniers mois. Le but est d'identifier les « travailleurs fantômes ». Mais cela va aussi permettre d'établir une liste claire du personnel au sein des agences de sécurité et connaître l'identité de chacun, une grande aide pour la réforme de l'armée promise par le gouvernement. Un rapport final devrait être publié dans le courant du mois de juin. En 2012, plus de 700 « travailleurs fantômes » avaient été détectés au sein des fonctionnaires.

RCA

Le procureur de la Cour pénale spéciale de Bangui, le colonel Toussaint Muntazini Mukimapa, est arrivé le 25 mai dernier. Il aura la lourde charge d'instruire les crimes commis par les différents groupes armés. Ce magistrat originaire de la République démocratique du Congo a été choisi en février dernier par le président centrafricain pour enquêter sur les nombreux crimes qui ont été commis depuis 2003, donner l'orientation des enquêtes et donc des futurs procès. Le plus gros de son travail consistera bien sûr à enquêter sur les exactions qui ont eu lieu lors de la dernière crise, qui a commencé en 2013, faisant plusieurs milliers de morts parmi les civils.

CÔTE D'IVOIRE

Souleymane Kamagaté, le chef du protocole du président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Guillaume Soro, a été convoqué par la gendarmerie pour être entendu sur la découverte le 15 mai, d'une importante cache d'armes à Bouaké, épice de mutineries de soldats. La presse nationale avait alors parlé d'armes lourdes retrouvées dans ce domicile donné pour être une propriété de Souleymane Kamagaté, notamment des kalachnikovs, munitions et lance-roquettes. Le ministre ivoirien de la Défense, Alain Richard Donwahi, avait annoncé l'ouverture d'une « enquête afin de situer les responsabilités ».

NIGER

L'hépatite E a tué 30 personnes dans la région de Diffa, dans le sud-est du Niger, proche du Nigeria, qui abrite quelque 300.000 déplacés et réfugiés ayant fui les violences du groupe jihadiste nigérian Boko Haram. Les femmes représentent 60% des patients de cette maladie contagieuse qui touche la tranche d'âge des plus de 15 ans. Au total, 664 cas déclarés suspects et confirmés ont été notifiés au 23 mai. A la même date, 30 décès liés à la maladie ont été enregistrés. Les autorités, l'OMS, Médecins sans frontières et l'Unicef ont lancé des campagnes de sensibilisation et prennent en charge gratuitement les malades. Sur le terrain, les ONG s'activent pour améliorer l'accès à l'eau potable et « un plan de réponse » à l'épidémie de 9 millions de dollars a été préparée.

D'après AFP et J.M.L.

CONCOURS D'ENTREE 2017 AUX CLASSES RENFORCEES DU LYCEE VICTOR AUGAGNEUR

Après le BEPC, faire le choix de l'excellence

Pour la 8^{ème} année consécutive, Total E&P Congo en partenariat avec la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation et le Lycée Français Charlemagne, organise le concours des classes renforcées au Lycée Victor Augagneur.

Soixante (60) élèves de nationalité congolaise seront sélectionnés par voie de concours (niveau troisième) pour constituer deux classes de seconde.

Ce dispositif d'excellence offre un double cursus dans les filières scientifiques: série C pour le programme congolais et série S pour le programme français.

Total E&P Congo prend en charge les frais d'inscription aux examens, les manuels scolaires et met à la disposition des élèves un cadre d'apprentissage exceptionnel (laboratoires de sciences physiques et de sciences naturelles équipés, calculatrices scientifiques, bibliothèque, salle informatique...etc).

Le concours aura lieu à Pointe-Noire du 07 au 08 août 2017 à la suite d'une présélection sur dossier.

Si tu as entre 13 et 16 ans, tu peux déposer ton dossier de candidature du 22 mai au 07 juillet 2017 aux adresses suivantes :

- Dans les locaux de la Direction Départementale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation de Pointe-Noire(en face de l'agence Eclair au centre ville) ;
- Au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire ;
- A la représentation de Total E&P Congo de Brazzaville (villa Paule, avenue Bayardelle, en mur mitoyen avec la Direction Technique de Airtel).

Ce dossier sera constitué de :

- Notes du BEPC blanc de l'année en cours organisé par la Direction Départementale ;
- Moyennes générales de l'année en cours ;
- Bulletins scolaires des classes de 4^{ème} et de 3^{ème}
- 1 Copie de l'acte de naissance ;
- 2 Photos d'identité ;
- 1 Certificat de nationalité ;

Bonne chance !

www.cg.total.com

 Total E&P Congo
 Avenue Raymond Poincaré
 B.P. 761 - Pointe-Noire, République du Congo
 Tél.: 00 (242) 94 60 00
 Fax : 00 (242) 94 68 75



APPEL A CANDIDATURES

La délégation de l'Union européenne en République du Congo va procéder au cours du mois de septembre au recrutement d'un/e **expert/e individuel/le chargé/e de l'assistance technique (AT) pour le renforcement des capacités des organisations de la société civile congolaises (OSC)** dans les domaines : " **Economie, Bonne Gouvernance, Secteurs Sociaux** " à travers un contrat de service.

Ce contrat sera financé à travers les mesures d'accompagnement prévues dans le Programme Thématique "Organisations de la Société Civile et Autorités Locales" (2014 – 2020).

La procédure prévue, "**procédure négociée concurrentielle**" prévoit la présélection d'au moins trois Curriculum Vitae de personnes intéressées et qui répondent aux critères minimum pour leur envoyer le Dossier d'appel d'offre (DAO) avec les Termes de références.

Ci-dessous les éléments principaux de l'appel d'offres et les critères minimum :

Démarrage prévu des activités : octobre 2017, pour une durée d'environ deux ans.

Pays : République du Congo, avec base à Brazzaville et des missions périodiques à l'intérieur du pays.

Profil recherché :

Qualifications et compétences (conditions minimum)

- Diplôme universitaire de niveau Master 2 dans un domaine pertinent par rapport à la nature des activités et des domaines couverts. En alternative, un diplôme universitaire de niveau Licence et expérience professionnelle pertinente post-diplôme d'au moins cinq ans.
- Excellent niveau de français écrit et oral.
- Compétences en communication et/ou pédagogie représenteraient un atout.

Expérience professionnelle (conditions minimum)

- Au moins deux expériences professionnelles sur le terrain dans le cadre de l'aide au développement dans les pays en voie de développement, pour une durée totale d'au moins deux ans.
- Expérience professionnelle d'au moins un an au sein d'une OSC.
- Expérience professionnelle dans le domaine du renforcement des capacités des OSC dans des pays en voie de développement représenterait un atout.
- Connaissance approfondie des procédures contractuelles de l'UE représenterait un atout.

Capacité économique et financière du soumissionnaire :

Les ressources financières disponibles du soumissionnaire doivent lui permettre de pouvoir avancer des sommes conséquentes, **environ 20 000 EUR pendant 6 mois**, sur les dépenses.

Procédure : Les CV doivent être envoyés par courriel à l'adresse suivante: amparo.moreno-sebastia@eeas.europa.eu avant le **22 juin 2017**, une manifestation d'intérêts ne représentant aucun engagement à ce stade. Le DAO sera envoyé aux personnes présélectionnées.

NECROLOGIE

La Direction Générale de BGFIBank CONGO a la profonde douleur d'annoncer à son aimable clientèle, à son personnel et à celui du groupe BGFIBank, le décès de Monsieur Michel MANDENG ; Directeur Adjoint des Systèmes d'Informations.

Décès survenu le Lundi 22 Mai 2017 à Libreville, au cours d'une mission de service.

Le recueillement se déroule à son domicile sis Rue TCHILOUNGA à côté de l'hôtel le FEZ, en allant vers le port de Pointe-Noire.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

BGFIBank CONGO présente ses condoléances à toute sa famille, aux collègues et amis éprouvés.



La famille et les enfants Loubali ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur oncle, père et beau-père, Grégoire Loubali, survenu le 21 mai 2017 à Paris en France.

La veillée mortuaire se tient au, N°809, rue Fila Jean-Baptiste à Makélékélé, vers l'école primaire Mabilia Mâ Nganga (non loin de la morgue de l'hôpital de base de

Makélékélé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Les enfants Ansi-Obangala (Dydy Rivers et Beau-de) ; les enfants Mparaga (Jean Claude, Justine Flore et Joëlle), ainsi que les enfants Foulounefo-Peya Arnaud, Mpiga Blanche, Hermine et Opa Vivianne ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances, le décès de leur cousine, nièce et soeur Mazela Christelle Ulriche «Mo Christo) survenu le mardi 23 mai 2017 aux environs de 2h00 du matin au CHU de Brazzaville des suites d'une maladie. Dans l'attente du programme des obsèques qui vous sera communiqué ultérieurement, la veillée mortuaire se tient au quartier Ngamakosso-Château d'eau (terminus grand lavage).



Programme relatif aux obsèques de monsieur Regis Dioulou, ce lundi 29 mai 2017

- 8h00 : levée de corps à la morgue du CHU
- 9h00 : recueillement au domicile familial à Mpissa
- 12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint François d'Assise
- 13h30 : Départ pour le cimetière "Ma campagne" pour l'inhumation.

La famille Tchikondo représentée par Messieurs Guy Germain Dellau, Max Toussaint Loemba, Vincent Telliane Tchicaya, Pierre Ebat-Dello, Mesdames Félicité Bouiti, Jeanne Kibangou née Dello, Michele née Tchicaya. La famille Tchindika représentée par Mesdames : Veuves Véronique Loemba, Benoite Goma et Mme Emilienne Saffoud.

Les enfants Marie Jeanne Toukoura représentés par Marie Laure Moubouli et Mme Oboura née Batangoua Sylvie Thérèse, les enfants Makaya Jean Marie représentés par Mesdames Massanga Marie Jeanne et Nicole Pepa Makaya, Mme Florence Paka et ses enfants, Mme Loemba née Dello Félicité Rachele Marthe et ses enfants, Mme Tchicaya-Tchicaya née Dello Marie Brigitte et ses enfants, Mme Michelle Mounier, ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille, sœur et mère la veuve Mounier née Gombi Sophie Léontine survenu le 05 Mai 2017 à Libreville au Gabon des suites d'une infection médicale. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis quartier Saint Pierre derrière l'inspection primaire CAMDATO. Les date, lieu et programme seront communiqués dans les prochains jours.

Paix à son âme



Les enfants Packoth et la famille Likibi informent parents, amis et connaissances du décès de leur père et beau fils, Alain Marie-Médard Packoth, administrateur des SAF à la DGAE et enseignant à l'ENAM, survenu le 22/05/2017 en France. La veillée mortuaire se tient, N° 88, rue Lénine à Poto-Poto 2. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Émissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : B4 bd Denis Sassou N'Goussou
Immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:



CAN 2019

Les Diables rouges sont à Lisses pour préparer le choc face à la RDC

Seize joueurs, en attendant Marvin Baudry dans la soirée, ont retrouvé Sébastien Migné et son staff, le vendredi en fin d'après-midi à Lisse, en Essonne. Le coup d'envoi de neuf jours de stage, complété par celui des joueurs locaux, de lundi à jeudi à Kintélé, pour aller chercher un résultat à Kinshasa le 10 juin prochain.

Attendus en fin d'après-midi, Dylan Bahamboula et Arnold Bouka Moutou (Dijon/Ligue 1), Sylver Ganvoula (Anderlecht/1re division belge), Francis N'Ganga (Charleroi/1re division belge), Nsendo Kololo (Metalul Resita/2e division bulgare), Juhvel Tsoumou (Wacker Burghausen/4e division allemande), Juvrel Lou-

mingou (Tarbes/CFA), Barel Mouko (La Mancha), Hardy Binguila et Charlevy Mabilia (Auxerre B/CFA), Bevic Moussiti Oko (Dunkerque/National), Durel Avounou (Caen/Ligue 1), Jordan Massengo (Union-Saint-Gilloise/2e division belge), Fernand Mayembo (Grenoble/CFA), Yhoan Andzouana (Monaco B/CFA) et Clevid Dikamona (Bourg-en-Bresse/Ligue 2) se sont présentés au sélectionneur national, Sébastien Migné, à Lisses le vendredi.

Marvin Baudry (Zulte-Waregem/1re division belge), dont l'avion atterrissait dans la soirée, complètera rapidement le groupe. Ajoutons-y la présence, du staff composé de Guillaume Koffi, adjoint et préparateur physique, Olivier Henneuse, kinésithérapeute, Salomon Bamberze et Fortuné Tabouna, du

staff administratif et logistique.

Delvin Ndinga (Lokomotiv Moscou/1re division russe), retenu pour des affaires personnelles et excusé par le staff, devrait arriver dimanche. Comme Yves Pambou (DAC Dunajska Streda/1re division slovaque), qui dispute la dernière journée du championnat slovaque samedi soir, ainsi que Prince Oniangue (Bastia/Ligue 1) et Tobias Badila (Nancy/Ligue 1), à qui Sébastien Migné a donné deux jours supplémentaires pour se ressourcer après une fin de saison marquée par la relégation de Bastia et Nancy.

Engagé en finale de Coupe de France avec Angers, samedi soir, Fodé Doré (Angers/Ligue 1) rejoindra le groupe ce lundi. Appelé pour pallier les absences, comme Juvrel Loumingou, Rahavi Kifoueti (Lokomotiv Gorna Oryahovitsa/1re division bulgare) devrait arriver dimanche, après son match de barrage face au FC Montana, samedi soir.

Endeuillé, Jonathan N'Sondé (FC Nantes B) était logiquement absent. Dans sa situation, le football devient secondaire et seul compte le recueillement. Autre élément manquant : Yven Moyo (Laval), qui a finalement décliné l'invitation. Un refus incompréhensible, qui n'a pas été du goût du sélectionneur national. Ce qui est un doux euphisme. Enfin, comme pressenti, Christopher Maboulou (PAS Giannina) ne s'est pas présenté. Mais finalement, c'est le contraire qui aurait été étonnant. Bradley Mazikou (Lorient B) et Davel Mayela (Laval B) manquaient aussi à l'appel, au même titre que le néo-Dijonnais, Eden Masouema (Paris FC).



Face à son groupe, Sébastien Migné, le sélectionneur national, a tenu un discours énergique et franc dont la discipline, le travail et la solidarité sont les maîtres mots (crédits photo Adiac/Camille Delourme)

Encore engagés en compétition, Thierry Bifouma (Osmanlispor), Kevin Koumba (CSKA Sofia), Merveille Ndockyt et Moïse Nkounkou (FK Tirana), rejoindront directement le groupe à la fin de ce stage, comme Fabrice Ondama (WAC). Christoffer Mafoumbi (Free State Stars), dont le championnat s'est achevé le 27 mai soir, est lui attendu à Brazzaville en début de semaine pour rejoindre le groupe des joueurs locaux.

Car la préparation des Diables rouges se jouera, pendant quelques jours sur les deux hémisphères. En effet, à partir de ce lundi, les joueurs du championnat local s'entraîneront à Kintélé, pendant quatre jours, sous la houlette de Barthélémy Ngatsono. Si une quinzaine de places semblent déjà pourvues, les plus méritants gagneront leur place dans la liste des 23.

C'est le message que le sélectionneur national a tenu devant les seize joueurs présents à Lisses, avant le premier repas. Une prise de parole énergique et franche pour rappeler

qu'il serait intransigent sur la discipline, l'état d'esprit et la qualité du travail.

Au sein du complexe Léonard de Vinci de Lisses, couru des sélections internationales de passage en Ile-de-France, Sébastien Migné, comme il l'a expliqué à ses joueurs, compte travailler sur le nivellement des formes physiques, rendues aléatoires par des temps de jeu différents d'un joueur à l'autre, sur la qualité du travail et sur la création d'un esprit de groupe.

Conscient que ce premier défi, à Kinshasa le 10 juin, se jouera autant, voire davantage, sur l'état d'esprit de son équipe que sur la qualité du jeu, le sélectionneur national joue donc la carte de la solidarité et du travail. Qui a commencé le 27 mai à 7h. Oui, le coup d'envoi de la préparation du match RDC-Congo, comptant pour la 1re journée des éliminatoires de la CAN 2019, est donné.

De notre correspondant à Lisses, Camille Delourme

Camille Delourme

CHRONIQUE

Festival Musiques Métisses 2017

La nouvelle édition du festival Musiques Métisses prend enfin la forme de l'ambition des concepteurs à savoir une exhibition des musiques métisses en pleine évolution.

Il faut se souvenir que l'an dernier, au bord du gouffre et accusant un déficit considérable, le festival qui menaçait de mettre la clé sous le paillasson est parvenu à sauver sa tête à cause de la solidarité de certains groupes comme Kassav', qui consentirent à jouer pour rien ou presque.

Bien entendu, il est toujours question pour la ville d'Angoulême de parler de métissage à l'instar du projet musical de pop Cheveu, groupe composé de touaregs de Doueh, des djs d'Acid Arab Live, de la cumbia revue et corrigée par La Yégros, ou encore du mélange de samba et de funk de Flavia Coelho.

Pour cette 42ème édition la ville d'Angoulême sur le site de la Nef revêtira ses plus beaux ornements, l'évènement interculturel, festif et familial ouvrira de nouveau ses portes à toutes les diversités, et contribuera à la découverte de nouveaux talents.

Musiques Métisses est désormais catalogué comme un acteur incontournable du «Vivre ensemble», en symbolisant une définition fidèle de culture de la fête.

Le festival se résumera les 2, 3 et 4 juin à la Nef en 3 jours d'animations pour jeune public, de shopping éphémères et de plusieurs autres surprises se mêlant à des rencontres littéraires mais aussi une programmation musicale des plus éclectiques qui ira du rap au jazz en côtoyant l'électro et les musiques du monde.

Le chapitre littéraire proposera, entre autres, la lecture de « Condor », le polar politique de Caryl Férey par Bertrand Cantat, mais aussi les chansons de Magyd Cherfi qui édifient longuement sur l'histoire de l'immigration au même titre que le parcours littéraire et musical de Gaël Faye, renseigne sur son statut de réfugié fuyant le génocide au Rwanda.

L'orchestre national de Barbès, groupe emblématique de l'immigration du Maghreb, en profitera pour célébrer ses 20 ans d'existence et nous serons honorés de la participation de Yussef Kamaal, le batteur inventif, de la nouvelle scène musicale anglaise, du folklore imaginaire de Bongo Hop qui mélange allègrement la cumbia et l'afro beat, la chanteuse Imany, le rappeur Kalash ou encore les Hilight Tribe.

Véritable invitation à la découverte, Musiques Métisses est assurément une richesse musicale, à l'image de la « sono mondiale » qu'évoquait il y a plus de 30 ans déjà Jean François Bizot rédacteur du magazine actuel, incitant à l'exploration de ces musiques qui s'écoutent et se dansent. Loin de se limiter aux musiques venues de partout, le Festival offrira donc cette expérience unique pour rencontrer également des auteurs soucieux de parler de leurs derniers ouvrages.

Ferréol GASSACKYS

100 TV Disponibles

PROCUREZ-VOUS
LE TÉLÉVISEUR 40" STARTIMES

Avec décodeur incorporé

FAIBLE CONSOMMATION D'ÉNERGIE

1 AN DE GARANTIE

40" 40 POUCHES HD LED

259.000 FCFA AVEC 1 MOIS DU BOUQUET SUPER

DÉCOUPEZ - REMPLISSEZ - OBTENEZ
UNE RÉDUCTION DE
20.000 FCFA

NOM..... TEL.....

À DÉPOSER À LA
DIRECTION GÉNÉRALE DE STARTIMES

13, Av. SERGENT MALAMINE
À CÔTÉ DU MIN. DE LA COMMUNICATION

Ajoutez un (01) mois de super, l'installation est GRATUITE

06 647 40 40

RESTRICTION DES LIBERTÉS EN RDC

Neuf dirigeants congolais éligibles aux sanctions de l'UE

Les ambassadeurs des vingt-huit pays membres de l'Union viennent d'avaliser une extension de la liste initiale de sept à neuf personnes supplémentaires visées par des sanctions. Trois militaires et six responsables politiques, ministres ou gouverneurs de province, sont concernés.

L'Union européenne, qui suit à la loupe la situation politique en RDC, n'a jamais renoncé à son projet de sanctionner les décideurs politiques et militaires congolais responsables de violations graves et répétées des droits humains et

de restrictions des libertés dans le pays. Alors qu'elle avait déjà, à la fin de l'année dernière, élaboré une liste de sept personnalités congolaises visées par des sanctions, l'UE vient de récidiver en dressant une nouvelle liste de neuf hauts responsables du pays éligibles à des sanctions classiques (interdiction de séjour et de transit dans l'UE, gel des biens et des avoirs détenus dans l'Union européenne). Il s'agit, en fait, d'une simple proposition étant entendu que les personnalités citées devraient être passées au crible par les ministres des Affaires étrangères de l'UE avant que la liste

ne soit validée. C'est en principe ce lundi 29 mai, que les diplomates européens vont se pencher sur cette liste et éventuellement adopter la liste avec ses neuf noms des personnalités ciblées. Là-dessus, il nous revient que certains noms font déjà l'objet d'une vive controverse entre les Etats membres (cas de la France et de l'Espagne) au regard des faits gravissimes mis à leur charge. Cette proposition des noms de ces neuf personnalités visées par des sanctions de l'UE est contenue dans un document datant du 20 avril 2017, dont la délégation de l'Union européenne en République

démocratique du Congo a fait fuiter le contenu. Evariste Boshab (ancien vice-Premier ministre chargé de l'intérieur), Emmanuel Shadari (actuel vice-premier ministre chargé de l'intérieur), Lambert Mende (ministre de la Communication et des médias et porte-parole du gouvernement), sont les principaux cadres de la mouvance présidentielle cités dans ce document, apprend-on. Outre la répression de l'opposition, la fermeture des médias de l'opposition ainsi que la restriction des mouvements et actions de ces leaders, la situation trouble au Kasai est également mise à

charge des incriminés. Particulièrement indexés dans ce dossier par ledit rapport de l'UE, Évariste Boshab, le gouverneur Alex Kande Mupompa, le brigadier général Eric Ruhorimbere sont à ce stade présumés innocents et l'UE donne l'impression de vouloir les sacrifier sans les avoir entendus. Quant à la situation sécuritaire fragile et la répression dans l'ex-Katanga, l'UE en fait porter la responsabilité à l'ancien rebelle Gédéon Kyungu, au gouverneur déchu Jean-Claude Kazembe, au Colonel Paul Mugisha et au général Akili Muhindo alias Mundos.

Alain Diasso

CÉNI/ENRÔLEMENT

Plus de quatre millions d'électeurs attendus à Kinshasa

Le gouverneur André Kimbuta a annoncé l'octroi de 10.000 dollars au quartier où il y aura un grand nombre d'enrôlés et 5.000 dollars au second.

Après les provinces déjà servies, c'est au tour de la ville de Kinshasa d'accueillir le 28 mai, les agents de la Céni commis à l'enrôlement des électeurs. L'opération cible au départ quatre communes comme rampe de lancement, quitte à s'étendre au fur et à mesure sur l'ensemble de la capitale avec l'ouverture progressive des centres d'enrôlement. Il s'agit précisément des communes de Gombe, Kinshasa, Lingwala et Barumbu. Afin d'aiguiller l'intérêt des Kinois autour de cet acte civique qu'ils sont appelés à accomplir dans les prochains jours, la Céni a mis toutes les batteries en marche le samedi 27 mai pour sensibiliser le plus grand nombre d'entre eux. Car l'objectif de la centrale électorale est

d'enrôler le plus massivement possible les Kinois. Selon les prévisions de cette institution d'appui à la démocratie, près de 4.413.038 électeurs sont attendus dans la capitale. Des prévisions qui pourront éventuellement être dépassées eu égard notamment à l'intégration dans le corps électoral des électeurs ayant seize ans cette année et qui en auront dix-huit d'ici deux ans après, a noté le rapporteur de la centrale électorale, Onésime Kukutu lors du lancement de l'opération à Kinshasa. 969 centres d'inscriptions devront ouvrir leurs portes dans toutes les vingt-quatre communes de la capitale. Toutefois, il est à noter un faible engouement de la population kinoise à cette activité électorale qui n'est qu'à ses débuts. Les Kinois encore dubitatifs attendent voir comment les choses vont se passer avant de se décider. La plupart ne sont pas prêts à effectuer de longs trajets pour atteindre les

centres d'enrôlement et entendent se faire enrôler dans les bureaux de la Céni proches de leurs résidences.

Le gouverneur André Kimbuta a pris l'affaire à son compte et veut réaliser l'exploit que ses collègues n'ont pas été en mesure de faire, celui de dépasser les prévisions initiales de la Céni en nombre d'enrôlés. Pour ce faire, il appelle à l'implication des chefs de quartier, mais aussi des leaders locaux pour sensibiliser les kinois réputés réfractaires à ces genres d'initiatives. Comme autrefois, de nombreux Kinois espèrent se procurer la nouvelle carte d'électeur qui, jusqu'à preuve du contraire, fait office de carte d'identité, sans trop se préoccuper du droit de vote auquel cela donne lieu. Le numéro Un de la ville de Kinshasa a, par ailleurs, annoncé l'octroi de 10.000 dollars au quartier où il y aura un grand nombre d'enrôlés et 5.000 dollars au second.

A.D.

VILLES FRANCOPHONES

Kinshasa désormais à la première place avec 12 millions d'habitants

En dépassant le cap des 10 millions d'habitants, la capitale RD-congolaise est classée comme l'une des rares mégapoles africaines, explique le dernier rapport « les villes du monde » de l'ONU. Il s'agit d'un rapport qui considère l'agglomération comme l'unique critère de comparaison. Par ailleurs, la ville ravit désormais la première place de ville francophone du monde, devant l'agglomération parisienne qui compte une population estimée à 10,9 millions d'habitants.

Selon le rapport de l'ONU, la population kinoise a connu une croissance moyenne de 4,2 % entre 2000 et 2016. Il s'agit d'un taux de croissance démographique très important, plus important que la croissance économique enregistrée en 2016. Une situation qui inquiète énormément les experts. Dans le classement de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), la RDC occupe le peloton de tête des pays francophones, avec ses 78 millions d'habitants. Le pays vient également à la tête pour le nombre de locuteurs du français qui se situerait à un peu plus de 11 millions. Comme l'explique l'OIF, au moins 92 % de la population kinoise s'exprime en français. L'organisation confirme que Kinshasa est une ville « parfaitement bilingue » où le français se parle avec le lingala, la langue locale parlée par la population kinoise de divers horizons. Ensemble, Kinshasa et Brazzaville, les deux capitales francophones les plus rapprochées au monde, comptent environ 14 millions d'habitants. La grande agglomération transfrontalière creuse la distance par rapport à la capitale française, deuxième ville d'Europe en nombre d'habitants. Par ailleurs, la RDC compte plus de 200 langues dont certaines sont en voie de disparition. Récemment encore, certains spécialistes des langues congolaises ont réfléchi sur les voies et moyens de relancer les langues maternelles, à côté des quatre langues nationales : lingala, kikongo, tshiluba et swahili. Ensemble, l'Afrique francophone regroupe environ 380 millions d'habitants. Si le moteur de la montée francophone est effec-

tivement au cœur de la région, certaines capitales africaines ont réussi une percée ces dernières années comme Abidjan en Côte d'Ivoire (5 millions d'habitants), Dakar au Sénégal (3,7 millions d'habitants) et Casablanca au Maroc (3,5 millions d'habitants). Il faut noter qu'au-delà du critère lié à l'agglomération, il y a aussi un autre critère qui se dessine de plus en plus : « le vivre en français ». Pour les partisans d'un tel critère, il s'agit d'une volonté d'identifier les pays, villes et territoires véritablement francophones. En effet, en politisant au détriment de la culture, l'organisation francophone a intégré des pays non francophones, créant ainsi une certaine confusion. Sur le plan économique, l'Afrique francophone a enregistré une forte croissance. Le sud du Sahara semble actuellement être la sous-région la plus dynamique. Les 22 pays francophones ont réalisé une croissance annuelle de 5,1 % en moyenne sur la période 2012-2015, même si le niveau est passé à 3,7 en 2016 pour des raisons liées à la crise des matières premières. En chiffres, cela donne les résultats suivants pour la croissance en 2016 : Cameroun (5,6 %), Gabon (3,2 %) et Algérie (3,6 %). Le même rapport de l'OIF fait remarquer que la France a brillé par son absence en Afrique subsaharienne, alors que la Chine s'installe durablement dans la région. Des pays comme le Maroc sentent aujourd'hui l'intérêt de revenir en force dans la région. La France ne compte que 3 % du commerce extérieur de la RDC, pays qui a enregistré malgré tout l'une des croissances les plus robustes de la région entre 2012 et 2015. Au stade actuel, la RDC ne bénéficie que de moins de 2 % de l'enveloppe globale française consacrée à l'aide publique au développement. La France a accordé une aide publique au développement représentant trois fois moins que sa contribution nette au budget européen. Enfin, dernier chiffre révélateur sur la RDC et la France, seulement 1 % des étudiants congolais étudient dans les universités françaises. Et les collectivités et structures intercommunales françaises participent à moins de 1 % des projets réalisés dans le continent africain.

Laurent Essolomua

BUDGET 2017

Le prochain challenge de Tshibala

Il a été procédé le vendredi 26 mai au dépôt par le Premier ministre à l'Assemblée nationale du projet de budget exercice 2017.

Il avait promis, lors de son discours d'investiture, de déposer la loi des finances pour l'exercice 2017 dans les meilleurs délais au Parlement et il l'a fait. Le Premier ministre, Bruno Tshibala s'est, en effet, rendu vendredi 26 mai au Palais du peuple pour y déposer ce texte de loi, si important, parce que venu recadrer les finances publiques après près de quatre mois de gestion du pays sur base des crédits provisoires. Avec ce projet de la nouvelle loi budgétaire, il est clair que la RDC va réapprendre à fonctionner sur une base prévisionnelle avec des recettes et des dépenses synchronisées dans un plan bien détaillé. Bruno Tshibala a donc respecté sa promesse faite devant la représentation nationale mais s'est refusé poliment de dévoiler le contenu du document déposé sur la table du premier vice-président de l'Assemblée nationale.

Il s'est toutefois contenté d'indiquer que tous les axes prioritaires contenus dans son programme d'actions ont été pris en compte dans cette loi budgétaire. Le projet de budget ainsi déposé, a-t-il ajouté, prend effectivement en compte l'ensemble de ces priorités qui sont essentielles et qui résument les missions principales de notre gouvernement. Au-delà du caractère protocolaire de cette démarche, nombre d'observateurs s'interrogent déjà sur la hauteur de ce budget par rapport aux attentes des Congolais. Quand bien même aucun chiffre officiel n'a été communiqué, il ressort des indiscrétions glanées dans les couloirs de l'hémicycle qu'il oscille autour de 10 milliards de dollars. Un bond spectaculaire qui, déjà fait jaser dans les milieux parlementaires lorsqu'on sait que le pays, à l'heure actuelle, est gangrené par une crise économique aigue, qui a vu toutes ses prévisions budgétaires être revues à la baisse, surtout avec la chute des cours des matières premières. Des fluctuations économiques dans le pays suite à des chocs exogènes et même endogènes constatées vers fin 2016, ont conduit au ralentissement de l'économie, au dépérissement des recettes publiques et du taux de croissance.

D'aucuns s'attendaient à ce que Bruno Tshibala et son équipe fassent légèrement mieux que les 4 milliards déposés fin 2016 par Matata Ponyo au regard du contexte socio-économique délétère que connaît le pays avec un taux de croissance passé entre 2015 et 2016 de 7% à 2,5% en moyenne, selon un rapport de la Banque mondiale datant de janvier. Bruno Tshibala qui veut atteindre l'objectif assigné à son gouvernement d'organiser les élections d'ici décembre, veut se donner les moyens de sa politique. Et cela passe par la mobilisation des ressources nationales disponibles. Comment va-t-il s'en sortir dans un contexte de crise économique avérée ?, s'interroge-t-on.

Il appartiendra aux élus du peuple, pendant la session parlementaire en cours à défaut lors d'une session extraordinaire, de se pencher sur ce projet de budget en l'examinant de fond en comble pour se faire une idée sur ce qui est réalisable de sorte à ne pas s'aventurer dans des prévisions impossibles à réaliser.

A.D.

RÉFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

La Banque Mondiale et l'Éna débattent de l'insertion des jeunes

Le développement de la RDC était la préoccupation majeure de l'échange auquel se sont livrés, ce mercredi 24 mai en fin de matinée dans l'auditorium de l'École nationale de l'administration (Éna), le directeur des opérations de l'institution financière internationale avec les Énarques, en présence du coordonateur du Projet de réforme et rajeunissement de l'Administration publique (PRRAP), Jean-Serge Bikoro et du directeur général de l'Éna.



Jean-Serge Bikoro, Moustapha Ndiaye et Guillaume Banga

Le directeur des opérations de la Banque mondiale s'est dit satisfait de l'issue du face-à-face qui a duré entre 10h et 12h 30. Moustapha Ndiaye l'a circonscrit dans le cadre des rencontres initiées par la BM avec ses partenaires focalisées depuis peu sur la problématique des jeunes. Ainsi, sa rencontre avec les jeunes de l'École nationale de l'administration (Éna) avait été précédée d'une dizaine de jours par celle qui l'avait portée à échanger avec les jeunes entrepreneurs. Les discussions de ce mercredi ont porté sur plusieurs sujets qui se sont révélés d'un intérêt crucial pour les deux parties.

Conforté par la qualité du débat auquel il a pris part, Moustapha Ndiaye a félicité l'implication de l'Éna au niveau du renforcement

des capacités de l'administration publique. Quitte à rappeler que l'institution appuyée par la Banque mondiale porte à cœur sa tâche qui passe pour « une préoccupation essentielle si l'on envisage le développement d'un pays ». Et de renchérir avec énergie : « Une nation a besoin d'une administration forte pour y parvenir. C'est elle qui va permettre de définir et mettre en œuvre des politiques solides de développement. C'est dans cette optique que nous accompagnons l'Éna et en tout huit centres de formations, mais aussi la réforme de l'administration publique avec le cadre légal, etc. ». L'on comprend mieux, comme il l'a souligné, que les échanges se soient beaucoup plus portés sur « l'importance de l'Éna dans ce dispositif-là ». C'est là

qu'a été évoquée la problématique de l'insertion des jeunes diplômés de l'Éna avec tous les défis qu'ils rencontrent. À ce niveau, « je crois qu'il y a des choses à faire pour les préparer à intégrer l'administration publique tout autant qu'il faut préparer les administrations à les accueillir pour permettre de renforcer l'efficacité de l'État », a reconnu l'expert de la Banque mondiale.

Le développement s'invite au débat

Par ailleurs, les problèmes de développement se sont invités au débat eu égard au fait que les étudiants formés à l'Éna sont intégrés dans différents ministères sectoriels. Ils l'ont du reste prouvé évoquant, lors de leurs interventions, leurs

expériences personnelles lors de stages mais également dès lors qu'ils ont intégré l'un ou l'autre ministère. Les Énarques ont soulevé plusieurs types de préoccupations. Certains se sont étendus sur des constats partant sur la base des mesures qui peuvent être mises en œuvre pour le développement de la RDC. D'autres ont par contre émis leurs points de vue sur des projets financés par la Banque mondiale. Ainsi qu'il l'a confié à la presse au sortir de la rencontre, Moustapha Ndiaye a jugé « très fructueux » les échanges réalisés sur l'ensemble des sujets et les discussions. Le directeur général de l'Éna, Guillaume Banga, a abondé dans le même sens estimant que l'exercice du jour consistait à recueillir le point de vue des Énarques sur les problèmes de développement de la RDC. Il s'est dit d'autant plus satisfait que ces derniers ont été outillés à cette fin. Et de conclure : « le pays a investi beaucoup dans leur formation et attend d'eux des contributions pour les problèmes actuels auxquels il fait face ».

En outre, il a été question de la nécessité d'une vision stratégique. Il est paru que sans elle il ne peut y avoir de lendemain heureux ainsi que l'a soutenu le directeur des opérations de la Banque mondiale. Et d'expliquer la démarche qui s'en est suivie : « C'est à cet effet que depuis l'an dernier nous

avons accompagné le ministère du Plan pour le Plan national du développement du pays qui doit être finalisé ». À Moustapha Ndiaye d'ajouter que dès lors : « Du côté de la Banque mondiale, notre appui est basé sur une vision stratégique dont nous avons discuté différentes approches de développement. Il est à noter qu'il ne se fera pas à court terme car les défis sont énormes et se renforcent mutuellement. Ainsi, il est important d'avoir une feuille de route qui permette de tracer un cheminement dans la marche vers le développement ». Aussi, si avec les Énarques les discussions sont allées de l'approche centrale à la provinciale, il a pensé à son avis qu'il faudrait peut-être travailler sur les deux volets.

De la troisième promotion baptisée Okapi, l'Énarque Bénie Leba s'est dit ravi du fait qu'il n'y avait pas de questions sensibles dans cet entretien soutenu. Et de renchérir : « Toutes les préoccupations soulevées ont obtenu leur réponse, j'ai jugé l'entretien très productif. Mais, de la Banque mondiale, nous attendons un accompagnement solide de l'ensemble du processus de la réforme de l'administration publique. Car, puisque l'homme est au centre du développement, investir en lui, c'est investir pour le développement ».

Nioni Masela

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Vingt-quatre milliards \$ pour sortir l'Afrique de la faim au bout de dix ans

C'est le prix à payer pour engager une véritable révolution verte dans le continent africain. À l'occasion des 52èmes assemblées générales de la Banque africaine de développement (BAD) du 22 au 26 mai 2017 à Ahmedabad (Inde), les 3 000 délégués invités à cet événement annuel ont réaffirmé l'importance de renforcer la coopération avec les partenaires asiatiques, dont l'Inde et le Japon pour réussir le programme de transformation de l'Afrique.

Le choix par la BAD d'une ville indienne pour tenir une rencontre d'une telle ampleur n'est pas le fruit d'un simple hasard. En effet, comme l'a expliqué le président de cette institution financière panafricaine, Dr Akinwunmi A. Adesina, l'Inde a réussi sa révolution verte qui a permis de sauver des millions de personnes de la famine. Ce modèle de réussite ne peut qu'inspirer l'Afrique qui ne ménage aucun effort pour accélérer sa transformation agricole. Une initiative à l'échelle africaine, à savoir les activités agripreneurs, existe déjà pour attirer de plus en plus de jeunes diplômés vers l'agriculture en tant qu'activité lucrative. Il s'agit de l'une de nombreuses créations de la BAD au cours des dernières années. En partant cette fois du modèle indien, le continent africain réfléchit sur les voies et moyens de réduire sa pauvreté et d'assurer sa sécurité alimentaire. Il est aussi question de réaliser la transformation des différentes économies de la région car l'agriculture entretient des liens serrés avec plusieurs secteurs classés prioritaires. Durant ces 5 jours, les discussions ont porté sur le thème central :

« Transformer l'agriculture pour créer de la richesse en Afrique ». Pour les participants, le thème a permis de lancer un grand débat sur la façon d'aider l'Afrique à atteindre l'autosuffisance alimentaire dans un délai de 10 ans, l'élimination de la malnutrition et la faim, et l'identification des stratégies pour placer la région au sommet des chaînes de valeurs agricoles. L'Afrique, a renchéri Akinwunmi A. Adesina, devra investir au moins 24 milliards de dollars américains au cours des 10 prochaines années dans l'agriculture et l'agro-alimentaire. Les 5 secteurs prioritaires déjà ciblés par la BAD, en particulier l'agriculture et l'énergie, peuvent être efficacement exploités pour la transformation de l'Afrique. Les délégués à la rencontre annuelle ont abordé l'ensemble des grandes questions liées à l'agro-industrie lors des différents forums de haut niveau. Ils ont réfléchi ainsi sur des questions critiques comme le leadership pour la transformation agricole, les solutions énergétiques créatives pour stimuler l'agriculture africaine, le financement innovant des activités agricoles, le financement des infrastructures africaines, le rôle des femmes dans l'agriculture et l'évolution des perceptions sur l'agriculture.

La BAD a pu intensifier ses opérations dans le cadre de ses 5 chantiers (éclairer et fournir l'énergie en Afrique, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la vie des Africains). Actuellement, la banque panafricaine est apte à répondre aux besoins de développement du continent africain. Très réceptive, l'Inde a réaffirmé sa

volonté d'accompagner l'Afrique dans « sa longue course vers un avenir plus lumineux », a annoncé le Premier ministre indien, Narendra Modi. Dans un long discours, Narendra Modi a relevé que l'Afrique et l'Inde ont beaucoup à gagner en partageant leurs expériences dans tous les domaines d'autant plus que les défis sont presque les mêmes. Par ailleurs, l'Inde veut aussi apprendre de l'Afrique. C'est le cas par exemple de l'expérience africaine dans le développement de certaines cultures d'exportation, principalement le coton, car le géant indien est décidé à doubler les revenus de ses cotonculteurs d'ici à 2022. La relation entre l'Afrique et l'Inde se consolide au fil des années. La Banque d'exportation indienne (Eximbank India) a accordé des lignes de crédit d'un montant de 8 milliards de dollars américains USD à 44 pays africains. L'Inde a mis à la disposition de l'Afrique pas moins de 10 milliards de dollars américains USD en crédits concessionnels, en plus des 600 millions \$ d'aide publique et de 50 000 bourses d'étude à partir de 2018. Nous reviendrons prochainement sur les retombées de cette assemblée annuelle et la participation de la RDC avec un expert congolais, qui a pris une part active à ces travaux ayant connu la présence remarquée des présidents: Macky Sall du Sénégal et Patrice Talon du Bénin, ainsi que de l'ancien président ghanéen, John Mahama, du vice-président de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan et de son homologue nigérian, Yemi Osinbajo.

Laurent Essolomwa

CAN CAMEROUN 2019

Ibenge retient vingt-trois joueurs pour le stage au Maroc

L'on note des absents sur la liste des Léopards de la RDC publiée le vendredi 26 mai 2017 par Florent Ibenge, entre autres, Marcel Tisserand d'Ingolstadt en Allemagne, Paul-José Mpoku de Panathinaïkos en Grèce, Neeskens Kebano de Fulham en Angleterre, Jordan Botaka, etc.

Le sélectionneur des Léopards de la RDC, Florent Ibenge Ikwange, a rendu publique la liste des joueurs retenus pour le stage prévu au Maroc, qui sera assorti d'un match amical contre les Zèbres du Botswana et une deuxième rencontre de préparation contre Raja de Casablanca. L'on souligne que la RDC prépare le match de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 qui aura lieu au Cameroun. Aussi les Léopards RD-congolais affronteront-ils, le 10 juin prochain au stade des Martyrs de Kinshasa, les Diables Rouges du Congo-Brazzaville coachés aujourd'hui par Sébastien Migné, ancien adjoint de Claude Le Roy lorsque ce dernier était sélectionneur de la RDC et aussi du même Congo Brazzaville.

Ainsi, les vingt-trois joueurs retenus par Florent Ibenge pour ce stage en terre chérifienne sont: les gardiens de but Joël Kiasumbua (Wohlen/D2 Suisse), Ley Matampi (Mazeme); Guelord Nkela (...); les défenseurs Yannick Bangala (V.Club),

Merveille Bope (Standard de Liège/Belgique), Glody Ngonda (V.Club), Jordan Ikoko (Guingamp/France), Djo Issama (Mazembe), Christian Luyindama (Standard de Liège/Belgique), Fabrice Nsakala (Alanyaspor/Turquie), Gabriel Zakwani (Northampton/D3 Angleterre); les milieux de terrain Wilfried Moke (Steaua Bucarest/Roumanie), Gaël Kakuta (La Corogne/Espagne), Jacques Maghoma (Birmingham City/D2 Angleterre), Chancel Mbemba (Newcastle/Angleterre) et Rémy Mulumba (Gazelec Ajaccio/L2 France).

Les attaquants appelés sont: Benik Afobe (Bournemouth/Angleterre); Jonathan Bolingi (Standard de Liège/Belgique); Cédric Bakambu (Villareal/Espagne); Junior Kabananga (FK Astana/Kazakhstan); Firmin Mubele (Rennes/France); Yeni Ngbakoto (Queens Park Rangers/D2 Angleterre) et Ricky Tulengi (Daring Club Motema Pembe). Florent Ibenge a également convoqué sept joueurs supplémentaires pour ledit stage. Il s'agit de: Christian Maghoma (Tottenham U21/Angleterre); Elias Katchunga (Huddersfield/D2 Angleterre); Lema Mabidi (Raja/Casablanca); Arthur Masuaku (Westham/Angleterre); Luyambula (Dortmund U19/Allemagne); Arnold Nkufo (Vitoria Setubal/Portugal) et Mambu Nsiala (FC MK).

Martin Engimo

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe tient Horoya AC en échec à Conakry

Le TP Mazembe a ramené un point précieux de son déplacement à Conakry où le team noir et blanc de Lubumbashi, a accroché, le mercredi 24 mai 2017, la formation d'Horoya AC par un but partout. C'était en deuxième journée de la phase des groupes de la Coupe de la Confédération.

L'attaquant Francis Dipita a ouvert la marque pour le club local à la 34e minute sur une passe de Baffour Sebe, concrétisant une nette domination d'Horoya AC. Mais le jeune et prometteur attaquant Ben Malango a évité aux Corbeaux de Lubumbashi une défaite qui se dessinait fort bien au regard de la domination des Guinéens tout au long de cette partie. Il a égalisé de la tête à la 81e minute, sur un centre millimétré de l'expérimenté Jean Kasusula Kiricho. L'on a retrouvé un Mazembe assez timoré au cours de cette partie, laissant à l'adversaire la possession du ballon. Le portier international ivoirien Sylvain Gbohhouo a été décisif au cours de cette rencontre, avec des arrêts reflexes nets sur des occasions de but des Guinéens.

Réactions des entraîneurs...

À la fin de la partie, l'entraîneur

Pamphile Mihayo Kazembe a déclaré en conférence de presse : « Par rapport au match, c'est sur le plan tactique qu'une des deux équipes devait gagner ou perdre. Ça s'est bien vérifié sur le terrain. Sur les deux buts de la rencontre, il a juste suffi d'un détail pour que Horoya ouvre le score sur une action où ses attaquants ont été oubliés, et le TPM a égalisé sur une autre erreur; des défenseurs adverses, cette fois... ». Et d'indiquer : « Ce n'était pas facile mais le plus important pour nous est de ramener quelque chose à la maison, l'objectif est atteint. Malgré une très mauvaise entame, notre mise en place tactique a bien marché en seconde période. Nous comptons sur les contre-attaques à partir du bloc équipe qui pouvait nous permettre de sortir vite, notre démarche a fonctionné sur l'égalisation ». Dévoilant son discours à la pause du match, Mihayo a dit : « Nous avons eu des difficultés à sortir les ballons en première période. Les joueurs de Horoya nous ont coincés en jouant très haut. Sincèrement, nous avons subi et le but guinéen était logique. En seconde période, il fallait sortir de notre camp. La rentrée de Solomon Asante est venue apporter un coup de pouce offen-

sif à l'équipe et nous avons fait la différence. Lorsque le temps file, tout le monde doute mais le plus important est de montrer qu'on y croit jusqu'au bout. Je suis resté calme pour tenir le navire, j'ai vite lancé des joueurs habiles balle au pied et capables de porter le ballon vers l'avant. Dans le dernier quart d'heure de jeu, j'ai senti que mon équipe avait envie de bousculer l'adversaire ».

L'entraîneur français d'Horoya AC, Victor Zvunka a pour sa part souligné : « Nous nous sommes fait punir parce que pas attentifs, sur une possibilité offensive à notre avantage et que nous avons gâchée. Par manque de concentration, la contre-attaque de Mazembe a été fulgurante et l'irréparable est arrivé. Horoya-Mazembe, c'est comme une finale où lorsque tu ne sais pas faire la différence, tu perds des points. A dix minutes de la fin à 1 but partout, j'ai tout tenté sans y parvenir. Dommage que nous ne sommes pas parvenus à tenir le coup au cours d'un match où il y avait la possibilité de mener 2-0. ». Il a poursuivi en ces termes : « Au coup d'envoi, j'ai été surpris que l'entraîneur de Mazembe n'ait pas aligné la triplette Asante, Mputu, Kalaba. Il a joué son coup parce que



Les joueurs de Mazembe célèbrent le but égalisateur de Ben Malango face à Horoya (photo tpmazembe.com)

c'était une autre équipe congolaise encore expérimentée qui nous a fait courir, tourner le ballon, présente sur les duels. Pour notre part, c'est entre la 45e et la 70e que nous avons raté notre deuxième partie de match. En première mi-temps, nous ne dominions pas mais on marque. Lorsqu'on reprend les commandes du match, Mazembe nous surprend. La magie du football c'est ça, pendant les minutes où tu ne sais pas marquer, il faut être rigoureux et beaucoup plus attentifs parce que la moindre décontraction est fatale. Nous sommes déçus du nul, mais c'est un championnat et à nous

d'aller rebondir au Gabon. ».

L'on apprend que l'international zambien de Mazembe, Rainford Kalaba était suspendu pour accumulation de deux cartons jaunes et n'a donc pas été aligné pour ce match. Au Classement, Caps United d'Afrique est premier du groupe avec 4 points grâce à sa victoire sur Mounana à Libreville par cinq buts à trois. Mazembe, vainqueur en première journée contre Mounana du Gabon par deux buts à zéro, est deuxième avec également 4 points. Horoya se retrouve troisième du groupe avec 2 points, devant Mounana CF, lanterne rouge avec zéro point.

Martin Engimo

INTERVIEW

Noella Musunka Coursaris : « Nous espérons accueillir 340 filles au total au sein de Malaika »

Le dixième anniversaire de Georges Malaika Foundation, plus connu sous le nom de Malaika, a été célébré le 17 mai dernier à New-York. L'organisation, fondée et dirigée par le mannequin international d'origine congolaise, Noella Musunka Coursaris, se fixe comme objectif d'améliorer les conditions de vie des jeunes filles à travers des programmes éducatifs et de santé. Malaika Foundation, dont le siège social se trouve à New-York city (NYC), est opérationnelle à Kalebuka, village situé dans la province du Katanga (sud-est) en RDC.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment s'est déroulée la célébration du dixième anniversaire de Malaika ? Quelles ont été les activités organisées ?

Noella Musunka Coursaris : La célébration s'est déroulée en deux parties. Durant la matinée du mercredi 17 mai, une conférence a été organisée afin de présenter aux premiers et plus fidèles donateurs les différentes réalisations de la Fondation, le rapport annuel, les finances et les projets de la Fondation. A cette occasion, trois membres de l'équipe de Malaika en provenance du Congo, à savoir Sylvain, Sébastien et Adrienne, se sont exprimés sur divers sujets tels



L'artiste Fally Ipupa lors de sa prestation à la célébration du dixième anniversaire de Malaika (Crédit photo Jowan Gauthier)

que l'importance du sport au sein de l'école et de la communauté, les formations pour les parents, la situation économique et sociale du Congo. Les trois élèves de l'école Malaika, Louise, Lauriane et Mamie, ont également pris la parole pour se présenter et interpréter une chanson. Eve, notre ambassadrice, a, pour sa part, partagé le rôle qu'elle joue au sein de Malaika et son implication dans les activités de l'organisation. La deuxième partie a été consacrée au gala de charité qui a réuni 450 invités. La soirée, présentée par Tai Beauchamp, s'est déroulée autour d'un cocktail accompagné d'une vente aux enchères avec des objets provenant principalement de l'Afrique, des discours de Khaliah Ali, Rob-

bie Meyers (éditrice du magazine Elle) ainsi que des performances des artistes comme Batoto Yetu, Eve et Fally Ipupa. En outre, un fashion show a été organisé en vue de promouvoir le talent des designers africains. Par ailleurs, Malaika a honoré et récompensé Barry Segal et Tina Buchan, les plus grands soutiens de Malaika. LDB : Pourquoi avoir choisi de célébrer ce dixième anniversaire à New-York plutôt qu'à Kalebuka ? NMC : Le siège social de Malaika et la plupart des partenaires se trouvent aux USA. Il était plus facile pour nous de réunir tout le monde à NYC.

LDB : Revenons à Louise, Lauriane et Mamie, ces jeunes élèves que vous encadrez et qui ont fait

le déplacement de New-York. Comment s'est déroulé leur séjour ? Qu'est-ce qui a justifié le choix de ces dernières parmi les autres jeunes filles ?

NMC : Nous avons choisi trois élèves de 6ème primaire. Il était important que ces élèves soient à Malaika depuis le début. Nous avons aussi opéré notre choix en fonction des meilleures de la classe et aussi en fonction de celles qui avaient les meilleures aptitudes à s'exprimer publiquement en français et en anglais. Ce voyage a été une grande première pour elles. C'était la première fois qu'elles montaient dans un avion, qu'elles dormaient dans un lit propre, qu'elles se lavaient dans une douche, qu'elles mangeaient des fraises, des hamburgers. Elles étaient très curieuses de découvrir de nouveaux horizons et ont adoré New-York City (NYC). Elles ont rencontré de nombreuses personnes et visité de nombreux endroits symboliques de NYC qu'elles n'oublieront jamais.

LDB : Comment évaluez-vous le travail accompli par Malaika depuis ces dix dernières années ? Quelles sont vos satisfactions et vos déceptions ?

NMC : Nous travaillons de mieux en mieux pour que nous soyons à la hauteur de notre mission.

Louise est arrivée avec une santé fragile que nous avons renforcée grâce à notre programme de nutrition. Au centre communautaire, le nombre de mamans qui viennent pour apprendre à lire ne cesse d'augmenter. Bien plus, nous fournissons de l'eau potable à plus de 16.000 personnes. C'est une vue de notre évolution en 10 ans mais surtout notre plus grande fierté. Notre déception est d'avoir perdu une de nos filles, Miriam, suite à des problèmes de santé en 2015. C'est pourquoi nous avons lancé les travaux de construction d'un centre médical pour les élèves.

LDB : Quels sont les projets de Malaika pour les prochaines années et quelles sont vos attentes par rapport à vos équipes, vos partenaires et par rapport aux jeunes filles qui bénéficient de l'éducation à Malaika ?

NMC : Nous espérons accueillir 340 filles au total. Nous suivrons le parcours de celles qui ont terminé les primaires. Nous espérons conclure de nouveaux partenariats afin de diminuer certains coûts en ce qui concerne la nourriture, les uniformes et les matériels scolaires. Au niveau des équipes, nous continuerons à travailler avec les volontaires provenant des quatre coins du monde.

Patrick Ndungidi

HUMEUR

Le phénomène des « enfants-sorciers » : réalité ou invention ?

Concept très honteux, mais devenu ces derniers temps la coqueluche de certaines églises de réveil. Et cela ne cesse de diviser certaines familles qui croient à cette sorcellerie. Ce phénomène des enfants-sorciers, nombreux congolais le disent clairement, est une invention des pseudo-pasteurs pour des fins qui leur sont propres. D'où il nous faut dénoncer sans complaisance ces agissements, car ils ont déjà causé du tort à de nombreux enfants dans nos villes.

Ces soi-disant pasteurs appellent par « enfants-sorciers », ceux qui, selon eux naissent sorciers, c'est-à-dire capables de jeter de mauvais sorts aux membres de leurs familles. Tout cela est ridicule et bizarre comme affirmation. Et pourtant, la médecine le dit bien, la formation de l'embryon qui donnera naissance à un enfant plus tard est assujettie à beaucoup de conditions. Et si ces conditions ne sont pas si plausibles, on peut arriver à un nouveau-né malformé sur tel ou tel aspect du corps. Et même les sociologues et les psychologues le disent aussi, l'enfant naît toujours dans un état d'inachèvement physique et psychologique qui nécessite les apports des parents et/ou de la société pour son accomplissement réel.

Alors comment arriver à traiter des enfants qui souffrent d'une certaine incapacité physique et/ou mentale de sorciers ? Et des parents quand ils apprennent cela des pseudo-pasteurs et de certains hommes de Dieu, ils ne tardent pas à exclure l'enfant du cercle familial allant même jusqu'à lui faire subir certains sévices sociaux. L'enfant est flagellé à chaque instant, on lui refuse même à manger, il n'a pas de place dans la maison mais plutôt derrière la maison. Et le cas de l'enfant Isaac à Pointe-Noire dit long sur ce mauvais phénomène des « enfants-sorciers ». Quel « inhumanisme-social » !

Les pseudo-hommes de Dieu qui sont auteurs de ces pratiques y compris les parents qui les acceptent ignorent peut-être certaines dispositions juridiques nationales et internationales qui traitent de la protection et de l'encadrement des enfants. Au Congo par exemple on parlera de la Loi n° 4-2010 du 14 juin 2010 ou Loi Potignon portant protection de l'enfant. Comment affirmer que les enfants sont sorciers, alors que la sorcellerie si elle existe est un acte volontaire d'un sujet majeur et hautement mûre ?

A Brazzaville par exemple, un chef de famille avec ses trois enfants avait décidé de quitter une église de réveil à cause de tels agissements. Car ce dernier n'avait pas compris comment l'un de ses enfants qui avait à peine 5 ans d'âge commençait à être montré du doigt qu'il était « enfant-sorcier » ? Et cela a provoqué même le divorce du couple puisque l'épouse a cru à certaines de ces allégations. Quel traumatisme causé à ces enfants innocents ! Que ces faux pasteurs « inventeurs » du concept enfants-sorciers aient seulement le courage de dire que certains enfants africains en général et congolais en particulier naissent avec des comportements « totémiques » liés à leurs ascendances et cela n'a rien à avoir avec le phénomène des enfants qu'ils qualifient de sorciers.

Ainsi tout le monde le sait très bien, l'enfant qui naît à droit aux soins, à l'éducation, à la protection pour son épanouissement. Donc vous, faux pasteurs, arrêtez de détruire la cellule familiale, car ces enfants que l'on qualifie de sorciers dans certaines églises de réveil sont peut-être porteurs d'initiatives pour le Congo de à venir. Que ces choses-là cessent !

Faustin Akono

SUPER COUPE DE BASKET-BALL

BBS sacré champion de la ville économique

Le vainqueur de la Coupe de la ville édition 2016, le basket-ball sport (BBS) a remporté la Super coupe de la discipline organisée la semaine dernière par la Ligue départementale de basketball de Pointe-Noire, en s'imposant face à Péninsule, champion départemental en titre, 83 à 51. Ce derby s'est joué en présence des autorités départementales de sports, du 4e vice-président de la Fédération congolaise de la discipline, Christian Mboungou ainsi que des partenaires de la Ligue.

Le club BBS a remporté la super coupe de basketball de la ligue de Pointe-Noire grâce à sa large victoire face à Péninsule, champion départemental en titre, 83 à 51. Le super champion de Pointe-Noire a dominé les deux premiers quarts d'heure, 13-9 et 27-9 avant de perdre la troisième manche du match, 14-18. Après ces 10 minutes de relâchement, BBS s'est ressaisi et a relevé le défi au dernier quart d'heure en pliant définitivement le match, 29 à 15 pour un score final de 83 à 51.

A l'issue de cette rencontre, le président de la Ligue de basketball de Pointe-Noire, Roger Pambellot s'est dit satisfait d'avoir gagné le pari d'organiser la super coupe dont le but est de récompenser et d'encourager les meilleures équipes, les joueurs et les dirigeants de la précédente saison. Il les a invités à redoubler d'effort en vue du développement de leur discipline. Pour ce faire, l'équipe de BBS, super champion de l'année 2016 et son dauphin ont respectivement reçu le trophée du champion et du vice-champion. Des diplômes d'encouragement ont été remis aux meilleurs dirigeants et entraîneurs de l'année 2016 ainsi que d'autres prix et enveloppes aux meilleurs marqueurs par catégories ayant pris part aux compétitions l'année dernière.

Après la réception des récompenses, les deux capitaines ont réagi. « Nous tirons les leçons de ce match et on se remet au travail pour que prochainement nous fassions mieux. Mais, malgré la défaite, je suis satisfait parce que mon équipe fait partie des deux meilleures de la ville océane », a indiqué, Asia Boudzounou, capitaine

de Péninsule. Il a, également, reconnu les efforts de son coéquipier, Jeffrey Nabaraka de BBS qui a remporté le trophée du meilleur marqueur. « J'encourage le capitaine de BBS qui a reçu le prix du meilleur marqueur, je lui accorde tout mon respect et je pense que la prochaine fois c'est moi qui l'obtiendra », a-t-il assuré.

De son côté, Jeffrey Nabaraka doublement satisfait a souligné : « notre premier objectif est atteint, la deuxième ambition cette année c'est d'aller au championnat national, et si



Le 4e vice-président de la Fécofet remet le trophée de la super coupe au capitaine de BBS «adiac»

possible aller en coupe d'Afrique, nous avons encore tout le temps de travailler pour préparer le championnat afin d'améliorer nos performances », a-t-il dit.

Notons que le représentant de la société de laiterie Cowbell, M. Kombo, l'un des partenaires de la Ligue de basketball de Pointe-Noire, a souligné que sa société souhaite rendre plus populaire cette discipline dans la ville. « Il serait encore profitable si nous pouvons continuer dans cette lancée, parce que nous avons compris que le sport est en train d'évoluer mais, le secteur du basketball, reste encore au second plan par rapport aux autres disciplines. C'est pour nous un apport pour faire découvrir à ceux qui prennent le lait et qui n'apportent pas trop de considération au basket que cette discipline est comme les autres et elle doit être promue. Cela nous arrange de revenir chaque fois sponsoriser ce genre d'activités vu que nous avons des contacts permanents avec la plupart des joueurs de basket à l'image de Serge Ibaka qui sera à Brazzaville le 14 juin dans le cadre de la promotion de la discipline ».

Charlem Léa Legnoki

MANIFESTATIONS CULTURELLES

La 13^{ème} édition du Festival N'Sangu Ndji-Ndji annonce déjà ses couleurs

Le directeur de ce festival, Pierre Claver Mabiala a animé ce jeudi 24 mai à l'Espace Yaro situé dans le quatrième arrondissement Loandjili une conférence de presse relative à cet événement prévu du 1er au 4 juin sur le thème « Pointe-Noire, Musique et dialogue des cultures ». Jean Luc Delvert et Fabienne Bidou respectivement consul général de France et directrice déléguée de l'Institut français à Pointe-Noire et divers autres invités ont été présents à la cérémonie.

Les concerts, les spectacles, les animations, les ateliers de formations des artistes et d'initiation à l'art par l'action culturelle, les conférences, les rencontres professionnelles, telles sont les diverses activités programmées pour cette édition, a indiqué l'orateur. Le festival N'Sangu Ndji-Ndji « la fête de Pointe-Noire », en langue vili, fera exprimer quelques repères



Pierre Claver Mabiala au centre pendant la conférence de presse

identitaires portés par des artistes attendus du Congo-Brazzaville, du Mali, de France, de Guinée, du Maroc, du Gabon, du Bénin, du Tchad et de la RDC. En vue de rapprocher davantage la musique et les arts populaires, un village du festival sera érigé dans le quartier populaire de Loandjili avec deux composantes essentielles : un espace artistique (la

plus grande scène) et un autre marchand (stands), a-t-il souligné.

En effet, l'édition de cette année qualifiée année de résistance, suite à la crise économique, avec ce projet culturel solidement ancrée sur le long terme. Les objectifs revendiqués par ce festival sont restés d'actualités depuis plusieurs années à savoir, soutenir la diversité

culturelle en donnant la possibilité aux traditions, aux cultures, aux diverses identités de s'exprimer et de se mettre en valeur, à travers la musique et les arts, maintenir et renforcer à Pointe-Noire une plateforme permanente de rencontre, de formation, d'accompagnement, de découverte de jeunes créateurs pour leur professionnalisation et leur intégration dans des réseaux internationaux de diffusion, renforcer la promotion et la diffusion du spectacle vivant en Afrique, soutenir le développement culturel des départements de Pointe-Noire et du Kouilou à travers l'animation artistique et l'action culturelle.

Quelques sites seront retenus pour le bon déroulement de ce festival notamment l'Espace culturel Yaro, l'Institut français, le centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard, la résidence du consul général de France à Pointe-Noire, le stade de Makayabou (Village du festival), l'Espace de Trentenaire.

Séverin Ibara

MÉMORIAL PIERRE SAVORGNAN DE BRAZZA

Le vice-ministre chinois du Commerce découvre une page de l'histoire du Congo



Le vice-ministre chinois du Commerce reçu au perron du Mémorial par l'épouse de l'ambassadeur de Chine au Congo et la directrice générale de cet espace (DR)

Arrivé au terme de sa visite de travail en République du Congo, Kian Keming a visité le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, où il a pu découvrir la page importante de l'histoire du Congo.

Lieu historique, culturel et touristique, le Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza ne cesse d'attirer la curiosité des hommes d'Etat des pays amis en séjour à Brazzaville. C'est le cas du vice-ministre chinois du Commerce, Kian Keming, qui, au-delà de son séjour de travail socioéconomique en République du Congo, a visité ce site chargé d'his-

toire où repose pour l'éternité, le fondateur de la ville de Brazzaville. Reçu au perron par la directrice de cet espace mémoriel de l'histoire, Béline Ayessa et l'épouse de l'ambassadeur de Chine au Congo, Liu Hong ; le vice-ministre chinois du commerce a bénéficié d'une visite guidée à l'issue de laquelle il n'a pas caché son admiration. « Je remercie beaucoup la directrice du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, Béline Ayessa, qui a fait beaucoup d'archives pour nous aider à connaître plus sur l'histoire de la ville de Brazzaville. Elle a fait un travail très

significatif qui a beaucoup de valeur. Plus, le peuple d'un pays ami connaît cette histoire, plus il va s'y attacher », a déclaré Qian Keming.

Tous ces enseignements ont donné l'opportunité au vice-ministre chinois de noter avec intérêt le parcours accompli par Pierre Savorgnan de Brazza. Il a également exprimé son admiration par des flashes de photos devant la stèle du fondateur de Brazzaville.

La visite a pris fin par une séance d'échange des cadeaux entre les deux personnalités.

Bruno Okokana

VISITE

Le musée galerie du Bassin du Congo, typique en son genre

Le conservateur, chargé de la recherche au musée national de Kananga en République démocratique du Congo, Blaise Esinya Langa et Mohamed Betu Abba, égyptologue, collectionneur, accompagné de Sergey Belyaev, directeur du Centre culturel russe ont visité le mardi, 23 mai le musée galerie du Bassin du Congo. Ces derniers ont exposé sur invitation du Centre culturel russe de Brazzaville du 22 au 27 mai, la culture et les arts du Kasai.

Ému par la qualité d'objets d'arts exposés dans ce musée, Blaise Esinya Langa n'a pas caché sa joie. « Je suis impressionné de voir la qualité des objets exposés dans le musée galerie du Bassin du Congo. Je suis collectionneur et chacune de ces choses m'ont vraiment marqué. L'organisation et l'accueil du personnel de ce musée sont intéressants », a martelé le conservateur.

Blaise Esinya Langa a fait savoir la différence qui existe entre le musée galerie du Bassin du Congo et le musée national de Kananga. Du point de vue de la recherche, le musée galerie du Bassin du Congo est riche, les objets sont beaucoup plus nouveaux. « Ce musée est mieux organisé, chaque objet dans cette galerie est classé selon une contrée donnée. Les collections sont bien rangées par rapport à nous. La difficulté est que nous n'avons pas une maison appropriée. Le musée galerie Bassin du Congo est bien organisé, les choses sont bien ordonnées », a indiqué Blaise Esinya Langa.

Le conservateur souhaite que les regards croisés entre le Centre culturel russe, le Congo- Brazzaville et le Congo- Kinshasa soient continus. C'est pour la première fois que Blaise Esinya Langa traverse le fleuve Congo, note-t-on.

Il est l'initiateur d'une plateforme « la rencontre des opérateurs culturels de Kasai » qui existe depuis 11 ans. Avec cette rencontre, dit-il, il y a des activités culturelles qu'ils organisent, indiquant que les objets d'arts du Kasai sont exposés à la Foire internationale de Kinshasa (Fikin).

De son côté, le directeur du Centre culturel Russe, Sergey Belyaev, a remercié la plateforme des opérateurs culturels du Kasai. Sur invitation du CCR, ceux-ci ont exposé les différents objets d'arts de leur région. « Nous avons la preuve que le développement culturel dans cette région est très importante », a signifié le directeur du CCR.

Par ailleurs, Sergey Belyaev pense que « le musée galerie du Bassin du Congo est classique, typique pour cette région qui regroupe toutes les branches de l'art et de la culture. Je pense que c'est le top de ce qu'on peut imaginer comme travail d'un musée », a-t-il reconnu.

Rosalie Bindika

RÉFLEXION

Migrants : l'Europe face à ses responsabilités

Plus les semaines passent et plus s'accroît en Mer Méditerranée le flot des migrants venus du Sud (Proche et Moyen-Orient, Afrique du Nord, Sahel, Afrique Orientale). Avec, comme il fallait s'y attendre, une série de drames plus inhumains les uns que les autres dont les médias mondiaux diffusent d'heure en heure les images poignantes, insupportables.

La tragédie qui se déroule ainsi aux portes de l'Europe prend une dimension telle qu'il devient impossible pour les dirigeants du Vieux continent d'en sous-estimer la gravité comme ils l'ont fait trop longtemps et, surtout, de nier la responsabilité qui est la leur dans la dérive sanglante à laquelle nous assistons. Car c'est bien le monde occidental qui a provoqué – sans en avoir conscience peut-être, mais en refusant d'écouter les avertissements que lui lançaient les dirigeants du grand Sud – la tragédie qui précipite chaque jour au fond de la mer des dizaines d'innocents.

Jamais, en effet, les migrations

dites « sauvages » n'auraient pris une telle dimension si l'Europe et les Etats-Unis s'étaient abstenus d'intervenir comme ils l'ont fait ces vingt dernières années en Afghanistan, en Irak, en Syrie et surtout en Libye au nom d'une politique dite de « défense des droits de l'homme » qui a généré les pires violences. Mus par une vision néocoloniale des rapports entre les nations et incapables de prévoir les conséquences inévitables de leurs interventions armées, les dirigeants des nations occidentales ont commis une série d'erreurs, pour ne pas dire de crimes, dont nous vivons aujourd'hui les premiers effets.

Mieux vaut, par conséquent, regarder la vérité en face car les drames qui se déroulent sous nos yeux se multiplieront à coup sûr dans les mois à venir. Chassés de leurs maisons, de leurs pays par la misère économique et sociale, par l'intolérance religieuse, par les tensions politiques internes, par la décomposition de leur environnement immédiat, les migrants sont mis en esclavage par des mafias qui bâtissent

leur fortune sur la misère humaine. Affamés, battus, violés dépouillés des maigres moyens financiers qu'ils avaient accumulés en vue de leur migration ces hommes, ces femmes et ces enfants n'ont pas d'autre issue pour survivre que de s'entasser sur des bateaux de fortune que la moindre vague peut renverser. Et plus le temps passe plus le nombre de victimes augmente.

Croire que le flot s'interrompra en raison de ces violences comme le font et l'espèrent en réalité sans le dire ouvertement les dirigeants européens relève d'une utopie elle-même criminelle. Car personne ne peut empêcher une famille en proie aux pires tensions de croire qu'en fuyant son pays elle aura une chance de survivre. Lorsque la mort rôde autour de soi tout est bon pour lui échapper, tout y compris l'exil.

En ce moment précis où les dirigeants européens se demandent comment ils parviendront à relancer une Union en voie de décomposition l'on ne saurait trop leur conseiller d'écouter les conseils, les

avis, les propositions des dirigeants du grand Sud. S'ils veulent réduire ou ralentir la migration sauvage qui menace leur propre destin qu'ils aident donc les pays africains à ramener la paix partout où les erreurs occidentales l'ont mise en péril.

Pour ne citer qu'un exemple parmi bien d'autres, qu'ils aident donc le président Denis Sassou N'Guesso à réconcilier les frères ennemis libyens comme le lui a demandé l'Union Africaine afin que ceux-ci s'assoient autour d'une même table et s'emploient à trouver une issue pacifique à la crise qui les oppose depuis la chute de Mouammar Kadhafi programmée de façon absurde par la France et l'Angleterre il y a cinq ans. Alors, en effet, ils montreront qu'ils ont pris la mesure de leurs erreurs passées et sont décidés à œuvrer en faveur de la paix. Alors, enfin, ils auront une chance de réduire, voire de mettre un terme au flot des migrations sauvages qui menace très directement aujourd'hui leur paix sociale, leur sécurité intérieure.

Jean-Paul Pigasse